

ENSEMBLE, refusons de payer la DETTE



Marseille, le 10 septembre 2011. Manifestation/rassemblement contre le sommet du G7 Finance. (PHOTO THÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Jour après jour, les Bourses s'effondrent et les journaux titrent sur la crise qui n'en finit pas de s'étendre. Pour résister à l'austérité que les dirigeants veulent nous imposer, la seule solution est de s'unir dans les luttes et contre le paiement de la dette.

Affolement de la Bourse, menace de défaut de paiement de la dette grecque, augmentation du chômage, récession... tous les indicateurs montrent que loin d'être finie, la crise qui a commencé en 2008 se poursuit et s'aggrave. Si l'essentiel des forces politiques sont mobilisées par la préparation des échéances électorales de 2012, c'est bien avant et dès cette rentrée que la résistance à l'austérité doit s'organiser. En France, nous sommes bien loin de la situation de septembre 2010 où une journée de grève et de manifestation était annoncée

et préparée pour le 7 septembre. Cette année, la date retenue est le 11 octobre et la forme n'en est pas encore précisée. Mais encore plus alarmant, la déclaration intersyndicale, en acceptant de reprendre à son compte l'objectif de «réduction des déficits», laisse prise à la propagande gouvernementale sur l'inévitable rigueur. Cependant dans de nombreux secteurs, réunions de militantEs, assemblées de rentrée, la tonalité est différente, de nombreux militantEs syndicaux refusent de se faire enrôler dans l'union sacrée et décident de préparer le 11 octobre comme une première étape, une condition pour espérer un lendemain.

Dans de nombreux départements, des assemblées se réunissent pour préparer la grève du 27 septembre, journée de mobilisation de l'Éducation nationale, qui ne doit pas être une journée sans suite. Plus les grèves seront nombreuses, plus les manifestations seront importantes et combatives, meilleures seront les conditions pour préparer les suites, construire les convergences. D'Espagne et de Grèce, de la Puerta del Sol à Madrid et de la place Syntagma à Athènes, les indignéEs appellent touTEs les indignéEs de toutes les places à les rejoindre. **SUITE PAGE 2**

M 04249 - 115 - F: 1,20 €

TAKING POWER SERIOUSLY
Amandla!
South Africa's new progressive magazine standing for social justice.
ISSUE NO. 19 APRIL/MAY 2011
SPECIAL FEATURE

REGARDS
Amandla contre le néolibéralisme. Page 2

...SOLIDARITÉ
avec le peuple grec!
Ce n'est pas lui qui a spéculé
Ce n'est pas à lui de trinquer
Non au...
(PHOTO THÉQUE ROUGE/TAOUS)

ACTU
Grèce, accélération de la fuite en arrière.
Page 5

LA POLITIQUE DE NETANYAHOU C'EST LE GRAND ISRAËL... ET DES TOUT PETITS SACAIRES!!!
JUSTICE SOCIALE!

PARLONS-EN
Israël, «le peuple exige la justice sociale».
Page 9

Agenda

15 septembre, peine de mort, projection, Paris. Dans le cadre de la célébration des « 30 ans d'abolition de la peine de mort en France », à l'initiative de l'association Ensemble contre la peine de mort (EPM) et avec le soutien du Collectif unitaire national Ensemble sauvons Mumia, projection de *In Prison My Whole Life (Toute ma vie en prison)* film dédié à l'affaire Mumia Abu-Jamal, réalisé par Marc Evans (2007 - 1h33) et produit par Colin et Livia Firth. La projection sera suivie d'un débat avec la participation de l'avocate de Mumia Abu-Jamal, Christina Swarns, et de William Francome, né le jour de l'arrestation de Mumia le 9 décembre 1981 et principal protagoniste de ce film documentaire. RV cinéma Action Christine, 4 rue Christine Paris 6° (M° Odéon ou Saint-Michel).

16-18 septembre, Fête de l'Humanité, La Courneuve. Cette année, le stand du NPA change de lieu. Venez nous rencontrer ou participer à des débats, avenue Pablo-Picasso. Samedi 17 à 12 heures : *En France comme dans le reste du monde, jeunesse sans future, jeunesse révoltée... Quelle riposte face à l'austérité ?* Samedi 17 à 16 heures : *L'autre campagne : le monde craque, les peuples grondent... Quelles ripostes, quelles réponses ?* Dimanche 18 à 12 heures : *Racisme, fascisme, violences policières, le temps de la contre-offensive* (lire p. 10).

19 septembre, assemblée féministe, Paris. Pour préparer la prochaine mobilisation contre le viol, RV à 18h30, à la Bourse du travail de Paris, Salle Jean-Jaurès.

21 septembre, grand meeting unitaire, « Se loger on fait comment ? », Paris. Débat organisé par la Fondation Copernic et Droit au logement, avec, notamment : Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Marie-Noëlle Lieneman (ancienne ministre du Logement, PS), Augustin Legrand (ÉÉ/LV), Éric Coquerel (PG), Ian Brossat (PCF), Maxime Besselièvre (NPA), Willy Pelletier (Copernic), des syndicalistes, des représentantEs associatifs et des représentantEs des familles sans logis en lutte pour l'hébergement d'urgence. RV de 19 à 21 heures, salle Jean-Dame, 17 rue Léopold-Bellan, Paris 2° (M° Sentier).

24 septembre, maternités, manifestation, Les Lilas. Le collectif de défense de la maternité des Lilas appelle à une manifestation. RV à 11 heures, 12-14 rue du Coq-Français Les Lilas (M° Mairie-des-Lilas).

24 septembre, quartiers populaires, rencontre, Paris. Paris-banlieue, côté femmes : rencontre (femmes et jeunes du quartier Balzac de Vitry-sur-Seine), présentation scénique et débat avec Annick Coupé (Solidaires), Nordine Iznasni (MIB)... RV à 20 heures au cinéma La Clef, 34 rue Daubenton, Paris 5° (M° Censier-Daubenton). Entrée libre. Réservations au 09 53 48 30 54.

30 septembre, nucléaire, réunion débat, Paris. Le NPA vous invite à un débat sur le thème : « *Sortir du nucléaire, comment ?* », en présence de travailleurs du nucléaire. RV à 19h30 à l'Ageca, 177 avenue de Charonne, Paris 11° (M° Alexandre-Dumas).



ENSEMBLE, REFUSONS DE PAYER LA DETTE

SUITE DE LA PAGE 1

Un appel international pour une journée le 15 octobre... Une marche partie de Madrid pour Bruxelles fera halte à Paris le 17 septembre. Ces appels, ce souffle salutaire ne peuvent pas ne pas rencontrer d'écho en France aussi.

CADRES UNITAIRES

Contre la règle d'or qui veut graver dans la Constitution l'interdiction des déficits, pour la préparation de la riposte au G20 qui se tiendra début novembre à Cannes... des cadres unitaires se sont constitués au plan national. Dans les villes et les régions, sous des formes et des appellations différentes, des collectifs militants unitaires impulsent des débats, construisent la résistance aux effets concrets des politiques d'austérité, ici contre les fermetures de classes, là contre celle d'une maternité ou d'un autre service hospitalier, ailleurs pour le droit au logement... Ces cadres précieux regroupent des associations, des organisations syndicales, des partis, et des individus. Dans cette nouvelle phase de la crise, la dette publique occupe une place centrale, c'est en son nom que les coupes dans tous les budgets

sociaux, les suppressions de postes de fonctionnaires, la destruction des services publics, l'augmentation des mutuelles... nous sont imposées.

DETTE ILLÉGITIME

Cette dette est une escroquerie pour faire payer la crise à celles et ceux qui n'en sont pas responsables. Cette dette doit être annulée car elle est triplement illégitime. Illégitime par son origine : les cadeaux fiscaux aux plus riches et de mauvaises dépenses pour l'armement, les opérations guerrières, le dédommagement des capitalistes lors des nationalisations du début des années 1980, le renflouement des banques lors de la crise de 2008. Elle est illégitime car par le biais de taux d'intérêts très élevés, elle sera remboursée plusieurs fois par de l'argent public qui ne va pas aux services publics. Enfin elle est illégitime car elle est d'abord et avant tout un objet de spéculation pour les marchés financiers. Contre cette escroquerie nommée dette publique, il est possible de construire une campagne militante, unitaire. La première exigence de simple légitime défense est la cessation immédiate des

remboursements de la dette. Enquête publique, audit ou tribunal de la dette, une telle campagne permettrait non seulement de ne plus subir l'austérité imposée au nom de la réduction des déficits, mais de reprendre l'offensive, d'exiger la transparence, la levée du secret bancaire, de démasquer les responsables de la dette et ceux qui en profitent. C'est dans ce sens que le NPA contribuera de toutes ses forces militantes à la construction d'un mouvement unitaire contre la dette et l'austérité et participera à toutes les initiatives allant dans ce sens.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par Felix Janvier



Brian Ashley (DR)

Amandla contre le néolibéralisme

Militant étudiant dans les années 1980, Brian Ashley rompt avec la société blanche du Cap et devient membre du Congrès national africain (ANC). Réfugié au Zimbabwe, il rejoint l'Afrique du Sud, où il devient clandestin. Rédacteur en chef de la revue mensuelle, Amandla, Brian est aussi membre du Comité de solidarité avec la Palestine (PSC). Nous l'avons rencontré lors du festival de cinéma de Douarnenez.

Comment est née Amandla ?

Amandla est une revue qui critique les mesures néolibérales prises par le gouvernement, ainsi que la manière dont la fin de l'apartheid a été gérée. Beaucoup de journaux progressistes qui foisonnaient dans les années 1980 se sont tus : beaucoup de militants ont été avalés par les tâches de reconstruction de ce qu'on a appelé une « Nouvelle Afrique du Sud ». De plus, on était dans la fin de l'URSS et des pays du bloc soviétique et l'ANC a mis en place une politique néolibérale. Il était très difficile de réagir à cette nouvelle ligne, vu le prestige de Mandela. À partir de 2002, de nombreux mouvements sociaux se sont exprimés. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) a gagné de nombreux militants et commencé à réagir. Dans l'alliance qui avait mené à la victoire sur l'apartheid, qui comprenait l'ANC, le Cosatu et le PC, c'était l'ANC qui jusque-là avait le leadership. Les syndicats ont donc commencé à avoir une certaine indépendance.

À la même époque, la question du sida a donné lieu à l'émergence de groupes autonomes et populaires, tels que le TAC (Traitement Action Campaign) organisant la lutte pour que le peuple sud-africain ait accès aux trithérapies, contre les positions que diffusait à l'époque le gouvernement de Mbeki. Il avait bien d'autres difficultés comme les privatisations, les pertes d'emplois, la montée du chômage, les attaques contre les services publics...

Le gouvernement qui s'est mis en place à la fin de l'apartheid n'a pas nationalisé mais a fait la promotion d'un capitalisme noir : il fallait que les noirs aient des responsabilités, que certains d'entre eux aient une partie des valeurs des entreprises. Cela a donné lieu à de nombreuses critiques qui se sont cristallisées sur le désaveu de Thabo Mbeki et donc le soutien à son adversaire : Jacob Zuma.

Amandla est née en juin 2007 pour essayer de réunir la pluralité des courants à gauche en commençant par des militants indépendants, des membres des syndicats ou du PC. Des collectifs éditoriaux se sont créés dans toutes les grandes villes. Pendant ce temps, Zuma arrivait au pouvoir et le PC ainsi que le Cosatu se ralliaient à lui, en pensant qu'il offrait une alternative. Nous étions en désaccord. Zuma n'était pas différent des autres leaders de l'ANC.

Quel bilan tirez-vous de la politique agricole du gouvernement ?

5% seulement des terres ont été récupérées et redistribuées. De grandes entreprises agricoles emploient des centaines de travailleurs. Cela n'est pas dû à une simple lenteur administrative ou à des problèmes de gestion ou d'incompétence économique, mais à la volonté politique de ceux qui détiennent la terre et le pouvoir économique.

Et la dette ?

Nous sommes pour l'annulation de la dette qu'a laissée le régime d'apartheid. De Klerk¹ a laissé une facture de 20 milliards de dollars. Cette dette est détenue par une agence gouvernementale, un fonds de pension. Il a été proposé de suspendre les intérêts, ce qui n'appauvrirait personne. Le gouvernement a refusé alors qu'il existe une possibilité déjà utilisée sur le plan international de refuser une « dette odieuse » prise en dehors de tout accord de la population.

Que reste-t-il de l'influence des luttes menées par les femmes aujourd'hui ?

C'est une tragédie : l'héritage issu des luttes contre l'apartheid s'est évaporé. Les militants ont été également absorbés par les appareils institutionnels. Malgré les lois, qui introduisent une certaine discrimination positive, les femmes sont les premières touchées par le chômage. Dans les ex-bantoustans, qui étaient des réservoirs de main-d'œuvre, elles se trouvent seules pour réagir face au sida et à l'ampleur du nombre d'orphelins. En plus de l'oppression patriarcale, elles subissent les conséquences de la situation économique et sont discriminées en fonction de la couleur de leur peau. Trois aspects des luttes féministes perdurent néanmoins : la lutte contre la violence contre les domestiques, la lutte contre le sida qui a été très importante et touchait particulièrement les femmes et la lutte des homosexuelEs, en particulier des lesbiennes : le « viol de correction » qui existait pour « corriger » les choix sexuels des lesbiennes est maintenant interdit.

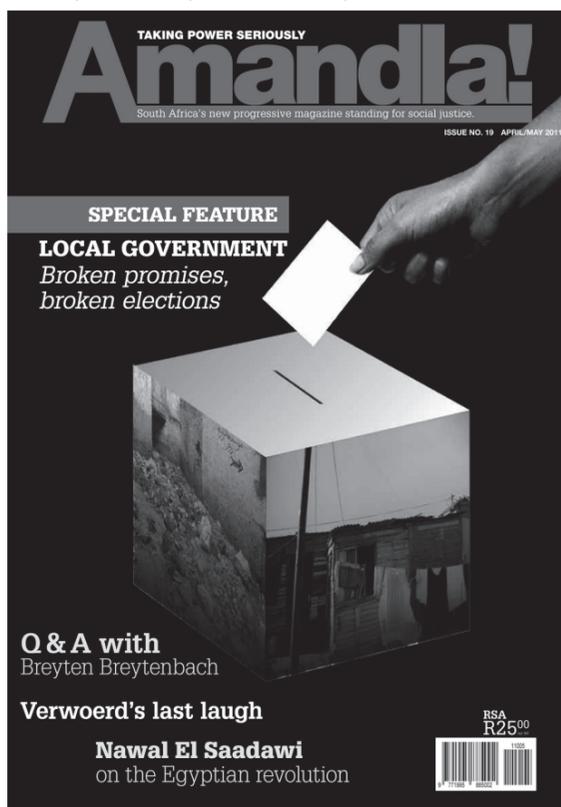
Quelle perspective, aujourd'hui ?

Beaucoup de militants désillusionnés par l'ANC et sa politique ou par le PC qui appuie Zuma ont créé une organisation au début de cette année : le Democratic Left Front ! Tout cela est bien sûr lié au mouvement social : il y a énormément de manifestations, de protestations de tous ordres aujourd'hui en Afrique du Sud.

Israël avait de forts liens avec l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Cela a-t-il changé ?

Ces rapports persistent. Il existe des liens au niveau des ambassades et des appareils militaires. Cela n'empêche pas cependant la campagne de boycott organisé contre les produits israéliens : une entreprise sud-africaine fabrique des éléments du mur et nous menons une campagne pour que ces accords commerciaux soient revus et supprimés. Un ancien ministre a d'ailleurs rejoint la campagne de boycott. Le tribunal Russel qui s'est constitué sur la question de la Palestine tiendra sa prochaine session chez nous, en Afrique du Sud.

1. Frederik de Klerk était président d'Afrique du Sud sous le régime d'apartheid puis vice-président jusqu'en 1996 alors que Mandela était président.



Q & A with
Breyten Breytenbach

Verwoerd's last laugh

Nawal El Saadawi
on the Egyptian revolution



Une riposte qui se construit dans les luttes

Alors que les prochains mois seront placés en même temps sous le signe des élections et de l'austérité, les luttes sociales continuent.

Gouvernement et patronat aimeraient bien que les salariés attendent tranquillement les élections pendant que le premier continue à dérouler ses plans d'austérité et que les seconds multiplient les réductions d'emplois, les fermetures de sites et bloquent les salaires.

Sur fond de propagande sur la nécessité de l'effort partagé contre la crise et à la dette publique, le patronat n'hésite pas à afficher ses projets pour faire face à une récession aggravée. Dans la sidérurgie, à Florange, Arcelor Mittal prépare à la fermeture d'un site dans la vallée de la Fensch où travaillent actuellement 3 000 salariés. Avec la fermeture envisagée de la filière chaude, plus de 2 000 emplois directs dont 400 emplois intérimaires sont concernés. Et ce n'est pas la prise en charge du dossier par le ministre de l'Industrie qui nous rassure : les engagements pris par Sarkozy en 2008 n'ont pas empêché la liquidation de 600 emplois à Grandrange.

« RÉDUIRE LES COÛTS »

Dans l'automobile, le patronat est prêt à réduire massivement les « coûts » si les ventes prennent le chemin prévisible d'une nouvelle baisse. Christian Varin, PDG de PSA, annonce la douleur en prévoyant « d'accélérer les réductions de coûts » en précisant que « Vous ne réduisez pas vos coûts si vous conservez vos effectifs inchangés. » Et, pour ce faire : « Nous avons d'ailleurs commencé à réduire notre activité dans certaines usines. Nous allons parallèlement adapter

notre volant d'intérimaires et de sous-traitance d'ici à la fin de l'année. »

La crise qui frappe de nouveau les banques ne manquera pas de déboucher sur des restructurations et donc des suppressions d'emplois et d'ailleurs elles aussi annoncent d'ores et déjà des « réductions de coûts ».

RÉSISTANCES

Malgré le matraquage médiatique sur le caractère inéluctable des efforts de tous pour sortir de la crise et le bilan amer tiré de la mobilisation sur les retraites, les salariés ne restent pas l'arme au pied.

Les salariés de Fralib, fabricant de thé dans le giron du groupe Unilever, en lutte depuis des mois contre la fermeture de l'entreprise, occupent le site depuis le 3 septembre. Ils se battent pour le maintien de l'activité en multipliant les actions de popularisation notamment avec une campagne de boycott de la marque Lipton (voir aussi p.10). Chez PSA, dès l'annonce de menaces sur les sites d'Aulnay, de SevelNord et de Madrid, des débrayages et manifestations ont montré la volonté de résistance des salariés.

Aux Fonderies du Poitou, sous-traitant à 80% pour Renault, le « patron voyou » aux 3 millions de revenus veut baisser les salaires de 23%, tout en supprimant plusieurs jours de RTT. Les salariés en grève occupent et popularisent chaque jour leur lutte dans la région.

À la Sogeres, filiale de Sodexo, une quarantaine d'employés, chauffeurs, cuisiniers et conditionneurs bloquent la



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

distribution des repas d'écoles, hôpitaux... dans le Val-d'Oise pour des augmentations de salaire et contre les conditions de travail. La grève pour les salaires se poursuit et s'amplifie au sein des restaurants Léon de Bruxelles à Paris. Chez Goodyear-Dunlop à Riom, les travailleurs sont en grève pour des augmentations de salaire depuis le 5 septembre avec des participations de 100% dans la production.

CONVERGENCES

Ainsi, dans de multiples entreprises du privé ou du public, les travailleurs affichent leur volonté de s'opposer aux politiques patronales et gouvernementales. Mais dans les assemblées générales, dans les réunions syndicales, les débats tournent autour de la coordination des luttes, de

leur généralisation, de la nécessité de sortir de l'isolement, de construire le Tous ensemble. Du côté des confédérations syndicales, l'unité affichée pendant le mouvement des retraites n'a pas résisté à l'échec de sa stratégie et à l'approfondissement de la crise économique. Les appels à la mobilisation dans l'Éducation nationale le 27 septembre et interprofessionnelle le 11 octobre peuvent servir de points d'appui pour tous ceux qui refusent la résignation mais ne sauraient répondre à la gravité des attaques. Continuer la lutte partout où cela sera possible, coordonner, prendre des initiatives de mobilisation : notre feuille de route est moins que jamais une page blanche.

Robert Pelletier



Par Laurence Lyonnais
PAS DE NUCLÉAIRE
SANS RISQUE
NI CATASTROPHE

Six mois jour pour jour après la catastrophe de Fukushima, un accident mortel vient de se produire sur un site de retraitement des déchets nucléaires en France. Cet événement suit de quelques jours le non-lieu scandaleux de la cour d'appel de Paris dans l'enquête sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl sur la population française.

Quand on sait que le CentraCo dans lequel l'accident de Marcoule a eu lieu avait fait l'objet de nombreuses notifications d'incidents (18 depuis 2000), quand les salariés du nucléaire et les populations autour des installations n'ont de cesse de dénoncer l'opacité de leurs conditions de travail, alors on ne peut qu'être convaincu qu'un nucléaire transparent et sous contrôle démocratique est impossible. Quand on sait aussi que la probabilité d'un accident majeur dans les plus grandes puissances nucléaires n'est pas une possibilité mais une certitude à laquelle le gouvernement et la propagande d'EDF-Areva-CEA tentent de préparer les esprits. Quand on sait que les impératifs de rentabilité dans l'entreprise privée EDF et ses nombreux sous-traitants pressurés valent plus que la sécurité et que nos vies, alors on ne peut plus douter de la nécessité de sortir du nucléaire maintenant.

En tant que parti anticapitaliste, écologiste, nous proposons un plan de sortie du nucléaire en dix ans compatible avec le non-prolongement des installations vieillissantes. Articulé avec nos revendications de maintien des collectifs de travail, des emplois et des rémunérations. Articulé également avec les impératifs de sobriété énergétique et d'efficacité indispensables à la lutte contre le réchauffement climatique et la limitation drastique du recours aux énergies fossiles. Cette semaine dans *Libération*, Martine Aubry propose une vision de la production énergétique qui porte la sortie du nucléaire comme perspective. C'est une avancée au sein d'un PS largement inféodé aux intérêts du lobby nucléaire. Mais les rythmes et les modalités de sortie restent flous. C'est pourquoi sans attendre 2012, le NPA se mobilise et créera les conditions d'une mobilisation large et populaire exigeant la sortie du nucléaire sous la maîtrise des salariés et de la population. Les manifestations du 15 octobre constituent une première étape.

FN: les fondamentaux et la recomposition

Ce week-end du 11 septembre, à Nice, fief historique de Jacques Peyrat, se sont tenues les journées d'été du Front national. Louis Aliot promettait environ 1 000 participants, il semblerait que la moitié ait rempli les gradins de la très luxueuse salle de l'Acropolis. Dans une ambiance bleu « Marine », l'éternelle flamme du FN a laissé place à un très sobre logo « Marine présidente ». Cette personnalisation permet, comme pour les deux conventions nationales annoncées, de compter ces journées dans les frais de campagne de la candidate intronisée dès le congrès de Tours.

Un coup d'éclat médiatique

Silencieuse depuis juillet après les déclarations « compréhensives » de Jean-Marie Le Pen et de Laurent Ozon (démissionnaire du FN depuis) sur les causes de la tuerie norvégienne, Marine Le Pen concevait les journées d'été comme une véritable rentrée médiatique. Le ralliement ou le

soutien de certaines « personnalités » contribuant à cette couverture. Outre l'avocat Gilbert Collard, mariniste déclaré depuis le mois de mai et désormais président de son comité de soutien, Yves Bertrand, ancien patron des renseignements généraux, ancien soutien de Chirac, s'est illustré. Rencontrant la présidente du FN lors d'un déjeuner, il a déclaré qu'il voyait en elle une personne « respectable » bien qu'il ne désire pas rejoindre son organisation. Parmi les nouveaux ralliés, le soutien du souverainiste Paul-Marie Coûteaux, ancien du MPF de Villiers, sonne comme un non-événement. Plus surprenant, en revanche, le ralliement de l'ultra libéral Dumait.

Discours musclés des Le Pen

Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du FN, a ouvert les hostilités samedi en prononçant un discours de retour aux fondamentaux : « immigration massive » « insécurité » « chômage » et « justice » furent les « classiques » abordés.

Sur le même créneau, Marine Le Pen a déroulé son discours selon les plus vieilles rengaines frontistes. Une intervention largement consacrée à l'immigration et à la dénonciation du « multiculturalisme qui bouleverse en France [...] ses valeurs de civilisation et d'identité ». Elle réaffirme que l'immigration est le nœud de la question sociale revendiquant la suppression de l'acquisition automatique de la nationalité, du droit du sol... Ce durcissement de ton a pour but de poursuivre la pression sur la droite de gouvernement et de rester « l'original » sur ces questions.

Loin des intérêts des salariés, Marine Le Pen cherche pourtant à rassurer : elle dénonce d'un côté « l'anticapitalisme à la Besancenot » et « l'ultra-libéralisme des Sarkozy et Hollande » pour finalement défendre « une économie de marché mais dotée de frontières qui protègent et d'un État qui arbitre, régule et organise ». Bref une offre libérale et autoritaire de plus.

Intrigues et manœuvres

Chaque rencontre nationale est l'occasion pour les frontistes de retrouvailles et de soirées arrosées, mais aussi d'intrigues et de manœuvres. Ces journées d'été n'ont pas failli à la règle. Elles furent l'occasion pour Yvan Benedetti, proche de l'Oeuvre française, suspendu pour deux ans, de régler ses comptes. Ce dernier a déclaré lors d'un point presse que Marine Le Pen avait un accord avec le Bloc identitaire pour la présidentielle. Tendait à illustrer cette allégation démentie, Arnaud Guillon (Bloc identitaire) vient, comme cela était prévisible, de renoncer à la course aux parrainages.

La contre-initiative des dirigeants de l'UMP, réunis en meeting dans la même ville, ressemblait à s'y méprendre à une simple occupation de l'espace médiatique, tandis que l'annonce de la candidature de Carl Lang (le 12 septembre) pourrait s'apparenter à une « torpille élyséenne ». Aymeric Chardon

AZF, dix ans après... Total n'est toujours pas condamné

Il y a dix ans, le 21 septembre 2001, l'usine AZF à Toulouse explosait, faisant 31 morts et des milliers de blessés. Ce fut et c'est encore un drame pour la ville et pour les salariés de l'usine, non seulement pour ceux qui ont perdu la vie, un proche, un camarade d'usine mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui ont perdu leur emploi.

Procès : les dirigeants d'AZF et du groupe Total relaxés

Le jugement du procès de 2009 est assorti d'une dénonciation des « fautes organisationnelles » au sein de l'usine en lien avec le recours à la sous-traitance. Les réquisitions du Parquet sur les causes de la catastrophe confirment qu'un mélange de produits chimiques incompatibles est à l'origine de l'explosion et que ce mélange est la conséquence d'une organisation du travail mise en place avec le recours massif à la sous-traitance au détriment de la sécurité. Mais comme Total et Grande-Paroisse (filiale de Total) ont fait disparaître les preuves, les dirigeants sont relaxés ! La CGT et un certain nombre d'associations ont fait appel de ce jugement et le procès s'ouvrira le 3 novembre 2011.

Bilan : les responsables étant impunis ils continuent de faire courir les mêmes risques aux salariés et aux habitants

Les mêmes risques existent toujours dans d'autres usines du même type comme Grande-Paroisse à Grand-Quevilly (Seine-Maritime) et pour les habitants alentours.

Après la catastrophe, un certain nombre de mesures ont été prises du point de vue réglementaire. Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), par exemple, ont fait poser des caméras dans les stockages et certaines obligations doivent être respectées. Mais ces services du ministère de l'Environnement ont été conciliants avec les patrons.

La loi Bachelot n'a pas donné plus de droits aux représentants du personnel et surtout elle n'a pas remis en cause la sous-traitance. Des commissions ont été mises en place dans les entreprises et à l'extérieur. Mais le bilan de cette loi est qu'il n'y a rien de contraignant pour les dirigeants du groupe Total et de Grande-Paroisse. Ils continuent de sous-traiter à plusieurs niveaux et de supprimer des emplois. On meurt encore dans les usines : en 2009, il y a eu cinq décès dans le groupe Total pour les mêmes raisons.

Total a joué sur la division

À la suite de la catastrophe, les dirigeants de Grande-Paroisse ont réussi à diviser les victimes, à les monter les uns contre les autres : d'une part ceux qui travaillaient dans l'usine ou à l'extérieur, qui ont été touchés sur la rocade en allant au travail ou qui habitaient aux alentours, qui étaient d'ailleurs parfois les mêmes. Les salariés se sont sentis montrés du doigt et ont considéré qu'attaquer les conditions de travail de l'entreprise revenait à les rendre responsables. Au lieu d'une riposte unie, victimes de l'intérieur comme celles de l'extérieur, se sont opposées ; symbole de cette division : les différentes stèles édifiées à la mémoire des victimes, une à l'usine, une sur le rond-point du 21-Septembre où les associations les plus radicales contre le groupe Total se réunissent depuis dix ans avec des syndicalistes de la CGT.

L'appel du 21 septembre 2011

La fédération nationale des industries chimiques CGT appelle le 21 septembre prochain à une journée d'action dans toutes les usines du groupe et à une manifestation au rond-point du 21-Septembre à Toulouse. Cette journée n'a pas seulement pour objectif de rappeler « le sang et les larmes » mais de dénoncer la politique des dirigeants du groupe Total qui a conduit à la catastrophe d'AZF, qui continuent de supprimer des emplois, de sous-traiter, de désorganiser le travail jusqu'à prendre les risques d'une autre catastrophe semblable. Le 21 et au-delà, il faudra se mobiliser pour la condamnation des responsables de la catastrophe, Total et Grande-Paroisse, pour l'arrêt de la sous-traitance, de la déréglementation du travail, des suppressions d'emplois et contre toutes les exigences de rentabilité incompatibles avec la sécurité.

Correspondants locaux

Guéant sur tous les « fronts »

Le ministre de l'Intérieur et du racisme, Claude Guéant, par ailleurs nouveau porte-lingue de Sarkozy, s'est lâché ces derniers jours. Faut-il y voir la volonté de ne pas laisser à Marine Le Pen le monopole des propos moisis en flattant les électeurs UMP sur le départ dans leurs convictions racistes ? Il n'en reste pas moins qu'il a occupé les médias, s'attaquant aux Roms, aux musulmans et même, fait nouveau, aux Comoriens. Le coup d'envoi a été donné au Grand Jury RTL-le Figaro-LCI, dimanche 10 septembre où il a mis en cause la délinquance roumaine : « Ça suffit, il faut

qu'elle recule ». Puis annonçant que l'Observatoire de la délinquance devait rendre des conclusions sur le lien entre la délinquance et... l'immigration, il s'est exclamé : « Il n'y aura plus de prière dans les rues dès le 16 septembre ». « La religion n'a pas à s'exprimer dans l'espace public. Si d'aventure il y a des récalcitrants, nous y mettrons fin ». Pensant à l'évidence qu'il n'en avait pas fait assez, il a continué par les Comoriens. Interrogé sur l'insécurité à Marseille, il a répondu que sans qu'il puisse le quantifier, la communauté comorienne était « la cause de beaucoup de violences » dans la ville.

Le 11 septembre, un entretien exclusif s'étalait en premières pages du Parisien qui en a profité pour faire sa une avec une image bien racoleuse d'un vol à la tire dans le métro, surmontée de ce titre : *Délinquance, le plan de lutte contre les jeunes Roumains*. Il y déclarait que les Roumains, notamment des mineurs, représentaient 2% de la délinquance en France et qu'ils seraient remis à leurs parents avant d'être « rapatriés ». Et pour ceux qui n'ont pas de famille ? Eh bien, ils seront remis aux services d'aide à l'enfance roumains... Enfin, joignant le geste à la parole, il débambulait sur les Champs-Élysées

dans l'après-midi pour faire la promotion d'un nouvel arrêté antimédisité sur l'avenue. Une chose est sûre, la campagne pour 2010 est commencée. Et on voit quelle en sera la teneur : face aux mesures d'austérité qui seront imposées à la population, la politique de l'UMP sera celle du bouc émissaire. Si le pays n'a pas assez d'argent, n'allez pas chercher la faute des banques, tout ça, c'est la faute des immigrés. Raison de plus pour continuer à défendre qu'avec ou sans papiers, Français ou immigrés, notre combat est le même contre la droite et le système. Dominique Angelini



Les propositions de Bruno Le Maire **Un programme à 0 euros... qui va coûter cher aux salariés !**

La proposition de Bruno Le Maire de faire supporter le financement de la protection sociale par l'impôt est une nouvelle attaque contre les salaires.

Chargé par Sarkozy de préparer le programme de l'UMP pour 2012, Bruno Le Maire annonçait à l'Express un projet qui « coûtera zéro euros au pays ». Dénonçant un « État Providence à bout de souffle », il opposait deux méthodes pour « dégager des marges financières » : « Soit par la réduction des dépenses : c'est notre choix. Soit par l'augmentation des impôts : c'est le choix du PS ». Et il lançait deux ballons d'essai à la veille du « campus » de rentrée de l'UMP : le financement par l'impôt (fiscalisation) des allocations familiales et une nouvelle réduction de l'indemnisation du chômage en commençant par les cadres. L'accueil a été réservé, mais cette proposition risque fort de réapparaître prochainement au nom de l'urgence créée par la dette, et de la nécessité de raser « les marchés ». La fausse alternative « réduction des dépenses ou augmentation

des impôts » n'est qu'un habile tour de passe-passe permettant d'escamoter le véritable enjeu : en finir avec une protection sociale financée par des cotisations sociales. Le Maire le reconnaît à sa manière quand il affirme « Nous ne pouvons pas continuer à avoir un financement de la protection sociale qui repose à 60% sur le travail et à 40% sur les impôts ». Les cotisations sociales (315 milliards d'euros soit un quart de la richesse annuelle produite en France) ne sont en effet pas un impôt mais la partie « immergée », non directement visible du salaire, le salaire « socialisé ». Elles servent à payer, en fonction des besoins, les soins, les salaires de remplacement en cas de maladie maternité, les retraites ainsi que l'entretien et l'éducation des enfants (allocations familiales). Et quand Le Maire affirme la nécessité de réduire la part des cotisations sociales, il devrait

pour être honnête reconnaître qu'il s'agit tout simplement de baisser la part des salaires... pour augmenter celle des profits dans la richesse produite. Tout en poursuivant l'offensive contre les retraites et l'assurance maladie, les propositions de Le Maire visent à ouvrir de nouveaux chantiers de démolition de la protection sociale. Fiscaliser les allocations familiales, c'est-à-dire les faire financer par l'impôt (curieuse proposition quand on prétend ne pas augmenter les impôts !), permettrait d'exonérer les patrons des 30 milliards de cotisations sociales versées actuellement, et d'en reporter la charge pour l'essentiel sur les salariés. Mais il s'agit aussi d'en finir avec les droits pour tous les salariés qu'a créés la protection sociale : « L'État ne peut plus se disperser. Il doit aider ceux qui en ont réellement besoin », affirme Le Maire. Il remet ainsi en cause le droit pour tous les

salariés à l'indemnisation du chômage, aux moyens d'élever leurs enfants, en y substituant l'assistance. C'est le retour à la charité d'État pour les plus pauvres, (s'ils font des efforts pour la mériter)... complétée par des assurances individuelles pour ceux qui en ont les moyens. C'est la même potion libérale que celle appliquée aux retraites ou à l'assurance maladie, mal dissimulée derrière l'annonce de s'en prendre d'abord aux « cadres ». Il est essentiel de combattre ce discours populiste. Il prétend ne donner qu'à ceux qui en ont besoin, mais n'a d'autre but que de casser les droits sociaux essentiels conquis de haute lutte. Nous y opposons l'alternative d'un financement de l'ensemble de la protection sociale par la part dite patronale des cotisations, c'est-à-dire par du salaire. Jean Claude Delavigne

« État palestinien » à l'ONU Entre farce et tragédie

L'hypothétique reconnaissance de « l'État palestinien » à l'ONU pourrait-elle permettre de modifier les rapports de forces en faveur des Palestiniens ? Rien n'est moins sûr.



Depuis une trentaine d'années, la direction « historique » de l'OLP a fait le choix d'une « solution négociée » avec Israël sous parrainage états-unien. Cette stratégie s'est concrétisée en 1993-1994 avec les accords d'Oslo qui, selon leurs promoteurs, ouvraient une période intérimaire au cours de laquelle des négociations devaient mener à la coexistence de deux États et à une « solution juste » concernant Jérusalem et les réfugiés. Rien de tel ne s'est produit : entre 1993 et 2000, le nombre de colons israéliens doublait, tandis que la promesse de la libération prochaine était sans cesse repoussée.

Autorité palestinienne

Dans le même temps, l'OLP achevait de se transformer en appareil d'État – sans État – investissant ses forces dans la construction de l'Autorité palestinienne (AP). L'AP a progressivement trouvé sa propre raison d'être, avec le développement d'une couche sociale (ministres, conseillers, responsables des forces de sécurité, négociateurs, hauts fonctionnaires, etc.), bénéficiant de gratifications matérielles et symboliques non pas dépendantes de la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens mais de la survie de

l'appareil d'État et de la poursuite des négociations. C'est ce décalage de plus en plus flagrant entre la « direction historique » et la population qui a conduit cette dernière à voter contre les sortants en janvier 2006, privilégiant le Hamas, alors peu suspect de corruption ou de volonté de collaboration avec l'occupant. Un vote qui signifiait la mort d'Oslo et du projet d'établissement, au sein des territoires occupés, d'une direction palestinienne à la fois légitime auprès de la population et prête à brader ses droits. Un projet que d'aucuns ont cru pouvoir ranimer en soutenant la tentative de renversement du Hamas à Gaza et la mise en place à Ramallah, contre le verdict des urnes, du gouvernement de Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale et du FMI.

Déclaration unilatérale d'indépendance

Ce dernier a progressivement opéré un changement de paradigme dans la gestion de la question palestinienne : pour Fayyad, c'est un processus volontariste de state building qui permettrait de mettre un terme à l'occupation israélienne, et non la fin de l'occupation qui permettrait de construire un État palestinien.

Le corollaire de ce changement était la « déclaration unilatérale d'indépendance », prévue à l'origine pour juillet 2011, à laquelle s'est progressivement substituée la reconnaissance onusienne : à la construction de l'État « par en bas » s'ajoute désormais la reconnaissance de l'État « par en haut », c'est-à-dire par les instances internationales, au premier rang desquelles l'ONU.

Dépendance

Mais de quel État parle-t-on ? Les quelques bantoustans palestiniens ne survivent que grâce aux centaines de milliers de dollars et d'euros qui affluent dans les territoires occupés. Une dépendance économique doublée d'une dépendance politico-sécuritaire à l'égard d'Israël, qui peut à tout moment fermer les frontières ou les checkpoints et paralyser toute vie en Cisjordanie, à l'image de ce qui se passe à Gaza. Est-ce ce pseudo-État que la direction de l'AP entend faire reconnaître à l'ONU ? Qui pourrait croire que cette « reconnaissance » représenterait un quelconque progrès pour les Palestiniens ? Certes, les États-Unis ont déjà annoncé qu'ils s'opposeraient à l'admission de la Palestine comme État membre, et Israël a tenté de décourager

un maximum d'États de reconnaître l'État palestinien. Les États-Unis ne veulent pas « lâcher » l'allié israélien mais souhaitent éviter de recourir à un veto qui dégraderait encore un peu plus leur image dans une région en plein bouleversement et au sein de laquelle ils tentent de se repositionner. Quant à Israël... Comment un gouvernement qui refuse de démanteler le moindre logement dans les principales colonies de Cisjordanie aurait-il pu faire autre chose que s'opposer à une revendication palestinienne ?

Dernière cartouche

La démarche à l'ONU, loin de représenter un quelconque progrès pour les Palestiniens, est en réalité la « dernière cartouche » d'une direction palestinienne qui tente de sauver, sinon de ressusciter, le projet politique auquel elle est identifiée et qui lui assure sa survie économique et politique depuis plusieurs décennies. Elle est prête pour cela à prendre le risque, en faisant du mot d'ordre de l'État l'alpha et l'oméga de ses gesticulations diplomatiques, de donner une légitimité internationale aux bantoustans et de marginaliser définitivement les réfugiés et les Palestiniens d'Israël.

Critiques

Le projet de l'AP est très largement critiqué dans les territoires occupés et chez les Palestiniens de l'exil, qui accueillent la direction de Ramallah de s'éloigner encore plus des aspirations du peuple palestinien. C'est pourquoi ce qui inquiète réellement Israël est ailleurs que dans les travées de l'ONU. En témoigne cet aveu, sous le sceau de l'anonymat, d'un haut gradé de l'armée israélienne : « si nous devons faire face à des manifestations du même type qu'en Égypte ou en Tunisie, nous ne pourrions absolument rien faire ».

Julien Salingue

1. « IDF has no way of stopping mass non-violent protest in West Bank », Haaretz.com, 29 juin 2011.

GRÈCE accélération de la fuite en arrière

Si le premier rassemblement des indignés, à Athènes le 3 septembre, avait réuni plusieurs milliers de manifestants, la première grosse mobilisation sociale attendue était comme tous les ans celle organisée lors de l'inauguration officielle de la Foire de Salonique le 10 septembre, qui a permis de voir comme les choses ont changé en un an. Une très forte participation, avec des secteurs en lutte (au moins 10 000 étudiants) et même des policiers en manif ; et pour la première fois, le Premier ministre et ses adeptes hués, arrosés d'eau et de yaourts, ce qui montre clairement que le gouvernement socialiste est désormais perçu comme celui qui, en exécutant les ordres de l'Union européenne et du FMI, tente de sauver le système capitaliste, avec ses chiens de garde comme le ministre de la Santé autrefois communiste Loverdos, insultant les travailleurs en lutte et qualifiant la gauche de nantie, ou celle de l'Éducation, Diamantopoulou, rappelant aux présidents d'université que désormais, les flics peuvent entrer dans les facs à leur appel !

UNE DETTE HORS DE CONTRÔLE

Le diagnostic établi par la commission parlementaire du Budget est que la dette est hors de contrôle. Cela a obligé sa responsable socialiste à démissionner ! Pourtant tous les chiffres vont dans ce sens : pourcentage de la dette en hausse, recettes fiscales très insuffisantes, déficit loin des buts fixés... Dans ce cadre, le seul pouvoir du Pasok est d'essayer de faire appliquer les mesures d'étranglement de la « troïka » (UE, FMI, BCE), avec les effets pervers attendus. Ainsi, exigeant que fin septembre, les privatisations aient atteint 1,7 milliard, la troïka a induit une dépréciation des biens publics dont la vente est devenue peu rentable ! Alors que parallèlement, les effets sont terribles pour les travailleurs : chômage en forte hausse (en juin : 16%, +4,4% en un an), avec des régions ou des secteurs laminés (un travailleur sur trois a perdu son emploi dans la construction). Cette semaine, des mesures de démantèlement de la fonction publique ont été annoncées : dans plusieurs secteurs, 60% du personnel sera « mis en réserve » avec 2/3 de leur salaire puis licencié. Cette mesure, qui provoquera misère supplémentaire et destruction de services essentiels de l'État, est accompagnée de la haine de classe d'un Loverdos qui tente d'opposer fonctionnaires et usagers.

Si on y ajoute, entre autres, les magasins qui ferment même en plein centre d'Athènes, la contre-réforme universitaire saluée par des pages entières de publicité pour les boîtes de formation privées, les écoles qui vont rouvrir avec 5 500 postes non pourvus dans le primaire, la suppression des manuels gratuits, on a une petite idée de l'exaspération qui grossit...

MOBILISATIONS ET PERSPECTIVES

La mobilisation la plus importante ces jours-ci est celle des étudiants et enseignants de facs défendant le service public : une très grosse manifestation jeudi 8 septembre et surtout plus de 300 départements (sur 480) occupés, avec une forte participation aux assemblées générales. Il semble que les menaces de Diamantopoulou renforcent le mouvement.

Cet été, ce sont les propriétaires de taxi qui ont entamé un mouvement justifié sur le fond, face au décret « d'ouverture » (législation de l'UE) de la profession. Leur dirigeant est de droite mais leur lutte est juste face à une politique absurde (il y a déjà trop de taxis) et faite pour les grosses sociétés privées. Ils continuent même si la jonction n'est pas faite avec les autres luttes dans les transports : ainsi, les travailleurs du métro nord-sud étaient en grève contre les réductions d'effectifs qui ont déjà comme effet qu'au lieu d'avoir un métro chaque quatre minute, il faut attendre demi-heure...

Dans cette situation, le fait nouveau est que des secteurs importants du Pasok prennent leurs distances avec la direction qu'ils qualifient souvent d'étrangère au Pasok. Comme le disait récemment l'hebdo *Epochi*, on a souvent l'impression que désormais, si le Pasok gouverne, c'est l'extrême droite qui dirige de fait ! Quelles perspectives dans cette situation, quelles propositions la gauche radicale et anticapitaliste doit-elle formuler ? Nous y reviendrons dans les semaines qui viennent.

Andreas Sartzekis

Françafrique : droite nauséabonde

L'affaire Clearsteam n'est pas encore terminée qu'une autre guerre fratricide éclate dans la droite, impliquant cette fois-ci les réseaux de la Françafrique. L'avocat Bourgi vient de révéler que, pendant dix ans, il a été la cheville ouvrière d'un trafic de fonds, entre notamment les dictateurs africains Omar Bongo, Sassou Nguesso et Obiang Nguema, à destination de Chirac et Villepin. Près de 20 millions de dollars auraient été transportés. Villepin comme Chirac, qui a retrouvé subitement la mémoire, réfutent en bloc, même si Mamadou Koulibaly, ancien numéro 2 du régime Gbagbo, confirme un

versement de trois millions de dollars. Bourgi s'étant brouillé avec Villepin a rejoint le clan Sarkozy et défend son nouveau mentor contre les accusations de Probst et de Bonnacorse, tous deux anciens conseillers Afrique de Chirac, qui accusent l'actuel président d'avoir aussi bénéficié de ce trafic. Ce déballage de linge sale ne fait que confirmer le secret de polichinelle sur le financement de la classe politique par les dictatures africaines et Bockel n'est guère convaincant quand il tente laborieusement d'expliquer qu'avec le quinquennat de Sarkozy, c'est la fin de la Françafrique, celle-la

même qui le vira de son poste de ministre de la Coopération ! Car trop de faits confirment que la rupture promise n'a jamais eu lieu. En début d'année 2007, lors du congrès de l'UMP, qui avale Sarkozy comme candidat, se trouve en première loge Pascaline, fille de Bongo qui gère son patrimoine. Avant les élections Sarkozy, comme Villepin et Bayrou, rencontre à l'hôtel Crillon Omar Bongo, et c'est à lui qu'il adresse, après sa victoire, ses remerciements pour ses précieux... conseils. Quelques semaines après, il le reçoit à l'Élysée en grande pompe et obtient contre l'avis de Bercy, l'annulation d'une partie de la dette du Gabon,

pourtant pays exportateur de pétrole. On comprend mieux aussi les tentatives désespérées du ministère de la Justice d'enterrer l'affaire des « biens mal acquis » qui concernent précisément les familles d'Omar Bongo, de Sassou Nguesso et d'Obiang Nguema. Sarkozy, qui parlait de moraliser le capitalisme, perpétue la Françafrique, ce système inique où en contrepartie d'un soutien diplomatique et militaire, les dictatures africaines financent la classe politique et laissent les multinationales françaises piller en toute impunité les richesses de leurs pays.

Paul Martial

Dix ans après le 11 Septembre Échec et impasse

Cette dixième commémoration des attentats du 11 Septembre 2001 prend un sens bien particulier que ni les discours officiels, ni l'exécution sommaire de Ben Laden par l'armée américaine le 1^{er} mai dernier, ni la campagne de presse sur les risques terroristes ne peuvent masquer: celui d'un échec. Obama s'emploie à construire une autre réalité en assumant la continuité de l'ère Bush (à côté duquel il était lors de la cérémonie à Ground zero), de la politique de l'État américain, lui qui avait été porté au pouvoir par le rejet de cette politique du choc des civilisations et de la guerre sans limite. Il se fait même l'exécuteur testamentaire de Bush. «*Nous avons pris le dessus sur Al-Qaïda comme jamais auparavant. Au cours des deux dernières années, plus de chefs d'Al-Qaïda ont été éliminés que jamais depuis le 11 Septembre. Et grâce au courage et au talent de nos forces, justice a été faite avec la mort d'Oussama Ben Laden.*»

Donnant une interview au *Figaro* la veille de la commémoration, il dit «*alors même que nous nous attaquons à nos défis économiques internes, nous ne cesserons de jouer un rôle unique de chef de file dans le monde.*» Mais la crise est bien là, l'économie américaine au bord de la récession, alors que le système financier est, lui, au bord de l'effondrement. Le rôle de l'Otan dans la chute de Kadhafi laisse se profiler, derrière l'apparence d'un succès politique pour les USA et leurs alliés, une situation difficile à contrôler. Un scénario à l'irakienne se met en place alors qu'en Irak même le retrait définitif de toutes les troupes américaines ne serait pas si définitif que cela et qu'en Afghanistan, l'Otan s'enlise dans un borbier inextricable.

Cette dixième commémoration est bien l'aveu d'un échec, de la difficulté aussi pour le «*chef de file dans le monde*» à trouver une politique qui puisse donner à cette prétention un tant soit peu de crédibilité. Qui peut croire que les USA sont «*les partenaires*» des nations et des peuples «*en quête d'un avenir de paix et de prospérité*»?

Les espoirs suscités par Obama s'effondrent devant la réalité de sa politique, cette continuité dans la défense de la domination des USA sur le monde.

Après la fin de l'URSS, au début des années 1990, les dirigeants des puissances impérialistes prétendaient que la victoire de l'économie de marché apporterait la démocratie et la paix dans le monde. C'était «*la fin de l'histoire*», en fait le début d'une période d'instabilité et de guerres, en Yougoslavie, en Irak, provoquées par les manœuvres impérialistes pour s'assurer le contrôle d'un monde déstabilisé par la fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'URSS. C'est alors que Ben Laden, fils d'une riche famille d'Arabie saoudite, utilisé par les USA dans leur guerre contre l'URSS en Afghanistan, se retourna contre ses protecteurs, dénonçant les satans «*qui occupent le pays des deux lieux saints*» après que les USA eurent stationné des troupes en Arabie saoudite lors de la première guerre en Irak en 1990. Leur propre créature se retournait contre eux comme pour offrir à ses anciens maîtres les justifications de leur offensive contre les peuples.

C'est bien ce qui fut la conséquence de ces sinistres et monstrueux attentats du 11 Septembre. Ils prétendaient frapper le symbole de la puissance américaine, ils n'étaient que l'abjecte manifestation du mépris pour les travailleurs et les peuples de religieux réactionnaires, secte fanatique. Il devint le prétexte pour Bush et le Pentagone pour engager une offensive militaire et politique tant à l'échelle internationale qu'à l'intérieur.

La fin de l'URSS avait ouvert une période d'instabilité que les USA ne pouvaient tolérer. Il leur fallait prendre l'offensive pour affirmer leur leadership sur le monde. Et pour cela ils avaient besoin d'une justification tant vis-à-vis de l'opinion mondiale, de leurs alliés, que vis-à-vis de l'opinion américaine. Il fallait en finir avec le «*syndrome vietnamien*».

Le traumatisme provoqué par les attentats du 11 Septembre fut l'occasion toute trouvée sous couvert de guerre contre le terrorisme. Chasse à l'homme à l'échelle internationale, croisade contre «*l'axe du mal*», la loi du talion comme politique internationale, racisme contre les musulmans, Bush répondit avec une idéologie symétrique à celle d'Al-Qaïda.

La décennie guerrière commençait. Dix ans après, le délire réactionnaire de la première puissance mondiale, relayé par tous ses alliés, a semé la terreur, le chaos, englouti des milliards dans les destructions, causé la perte de centaines de milliers de vies humaines, répandu la haine, la colère, la révolte. La fin de Bush ne signifie pas la fin des mécanismes fondamentaux de cette politique, la défense de l'hégémonie américaine sur le monde. Elle revêt les habits neufs d'Obama mais conduit le monde dans une impasse, la crise économique et les guerres.

Yvan Lemaitre

LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE
EXPLIQUÉE AUX NUS



Le borbier afghan

Le 7 octobre 2001, ont lieu les premiers bombardements contre l'Afghanistan, début de l'opération Enduring freedom. Dix ans après, Ben Laden exécuté, Al-Qaïda démantelée, l'occupation et la sale guerre continuent sans que, malgré les déclarations officielles optimistes, la moindre issue crédible ne se profile. Lorsque, après la chute des talibans, se réunit la conférence de Bonn en décembre 2001, elle prétend instaurer la démocratie, le droit des femmes, lutter contre la pauvreté, développer l'éducation... Autant de faux-semblants, purs mensonges, qui masquent le choix stratégique de l'Otan: s'assurer une base dans une région du monde particulièrement riche du point de vue énergétique mais aussi en minéraux. La mise en place du gouvernement Karzaï prétend donner une légitimité politique au coup de force. Dix ans après, Karzaï est toujours là, isolé, président de la corruption et de la drogue. Les milliards destinés à la reconstruction alimentent la corruption et les caisses de sociétés occidentales pendant que, chaque semaine, les USA engloutissent 2 milliards de dollars dans la guerre. La France, elle, engouffre dans cette sale guerre 1,2 million d'euros par jour. Élu dans l'illusoire espoir de voir la guerre finir, Obama a envoyé 30 000 soldats supplémentaires. Le retrait annoncé pour la fin 2012 reviendrait à la situation d'avant Obama! Et ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers de soldats, de policiers, d'hommes de main employés par des sociétés privées. L'addition s'alourdit chaque jour un peu plus pour les populations.

La seule issue que l'Otan voit est de négocier des accords de paix avec les talibans. La conférence de Bonn prévue en décembre 2011 est la première conférence de ce genre. Elle mettra en place un peu de stabilité et soit leur bases, de leurs «*conseillers*» qu'ils trouvent des impérialistes et ne soient pas difficiles que l'occupation du Pakistan. L'intervention spéciale américaine ne va pas améliorer les relations du monde. Il n'y a pas d'issue honnête.

1 septembre 2001

se impérialistes

Irak, du mensonge d'État aux ruines et au chaos

Le 20 mars 2003, les troupes de la coalition internationale mise sur pied par les USA envahissent l'Irak sans même que Bush et Blair aient obtenu la caution de l'ONU. L'opération Iraq Freedom prend prétexte de la prétendue détention par l'Irak d'armes de destruction massive, fait qui ne sera jamais prouvé. Cette sinistre mise en scène d'un mensonge d'État démontre à quel point cette guerre était voulue par le Pentagone pour conquérir l'Irak, mettre en place un pouvoir aux ordres des USA et en faire une source d'approvisionnement sûre en pétrole et une base militaire face à l'Iran. Dès les lendemains des attentats du 11 Septembre, Bush entend démontrer la complicité Saddam Hussein-Ben Laden. Le début de la guerre en Afghanistan n'était qu'une première étape, les dirigeants américains voulaient profiter au maximum de la situation qui leur était favorable pour forcer la main à leurs alliés, renverser les rapports de forces à leur avantage. Le 1^{er} mai 2003, depuis le porte-avions *Abraham Lincoln*, Bush déclare «*Mission accomplie*» et la fin des combats. Nouveau mensonge, l'occupation et la sale guerre ne font que commencer. Capturé le 13 décembre, condamné à mort, Saddam Hussein est exécuté

le 30 décembre 2006 par pendaison. La «*guerre contre-insurrectionnelle*» du général Petraeus demande des renforts de troupes croissants et coûte de plus en plus cher tant sur le plan financier qu'en vies humaines. Les rivalités régionales et religieuses attisées par l'occupation plongent le pays dans le chaos. Devant l'opposition de l'opinion américaine, Obama fait adopter en 2009 un plan de retrait des troupes d'ici à la fin 2011. Alors que la date limite approche, les déclarations se multiplient pour que les USA gardent un contingent d'au moins 3000 hommes. La population, elle, continue de payer le prix exorbitant de drames, de souffrances, de sacrifices, tributs payés aux ambitions impérialistes. Cette sanglante mascarade aura vu cependant l'émergence, dans le monde, d'un puissant mouvement antiguerre comme aux moments les plus forts de la lutte contre la guerre du Vietnam. En particulier, la journée internationale de manifestations du 15 février 2003, en rassemblant plus de 15 millions de personnes à travers le monde, est une vivante démonstration qu'il y a bien une autre voie, celle de la solidarité internationale.

Le militarisme contre la démocratie

La loi dite *Patriot Act* promulguée le 26 octobre 2001, confère au FBI, à la CIA, à la NSA et à l'armée américaine des pouvoirs sans limite. Elle crée la notion de «*terrorisme intérieur*» ainsi que le statut de «*combattant illégal*», qui permet aux États-Unis de détenir sans limite et sans inculpation, à Guantanamo, toute personne soupçonnée de projet terroriste. Elle permet l'espionnage et le placement sous surveillance des «*Américains ordinaires*» en conférant au FBI des pouvoirs auparavant réservés aux services de renseignement dans le cadre d'affaires de terrorisme ou d'espionnage. Le FBI peut obtenir d'organismes publics ou privés, à commencer par les fournisseurs d'accès à Internet ou les bibliothèques, toute donnée personnelle, et ce sans aucun contrôle judiciaire. Le *Patriot Act* autorise les perquisitions «*coup d'œil*» en l'absence des personnes perquisitionnées. Loi d'exception, véritable atteinte aux libertés individuelles, elle fut reconduite une première fois en 2005 par le Congrès à une large majorité, puis à nouveau le 26 mai 2011 jusqu'en juin 2015. Dans plus d'une centaine de pays dont la France, de telles lois ont été promulguées. L'exception est devenue la norme alors que l'armée américaine pratiquait la torture à grande échelle dans les sinistres camps de Guantanamo et d'Abu Ghraib.

Offensive libérale et impérialisme

«*Justice est faite*», s'était exclamé Obama en annonçant l'exécution sommaire de Ben Laden, provoquant de multiples manifestations de nationalisme au cri de «*U-S-A! U-S-A!*» parmi la population américaine. «*Les USA ont montré qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient où ils voulaient*», avait-il ajouté pour affirmer : «*Assurer la sécurité de notre pays est une cause qui n'est pas terminée*». Obama assume pleinement la continuité de la politique de l'empire américain. Il est cependant contraint de tenir compte de l'échec de Bush comme de l'évolution des rapports de forces internationaux, en particulier sur le plan économique, de composer avec ses alliés, de négocier avec les nouvelles grandes puissances comme la Chine pour «*renouveler la coopération mondiale dont nous avons besoin*», dit-il. C'est dans ce sens qu'il prétend que l'exécution de Ben Laden tourne une page tout en vantant les révolutions arabes, la transition démocratique. Qu'il affirme aussi dans l'esprit du discours du Caire ne pas faire «*la guerre à l'islam*» ou qu'il rappelle son «*engagement à appliquer nos valeurs dans notre pays. Nation d'immigrés, les États-Unis accueillent des gens de tous les pays et de toutes les cultures*».

La démarche diplomatique a changé mais les objectifs pratiques visent à consolider les positions conquises par l'offensive déclenchée par Bush. Ils sont les mêmes en Irak, en Afghanistan ou demain en Libye : assurer la mise en place de pouvoirs politiques dépendants et soumis aux USA, contrôler les sources d'approvisionnement en pétrole ou matières premières, ouvrir le pays aux sociétés américaines ou à celles de leurs alliés, s'assurer des bases militaires. La vieille politique coloniale appliquée à grande échelle. La coopération que souhaite Obama vise à neutraliser ses adversaires potentiels, à les associer et à faire porter à ses alliés leur part du «*fardeau*» en leur promettant une part du butin. C'est ce qui s'est passé et se passe avec la Lybie.

L'Otan est devenue, après l'effondrement de l'URSS, le cadre politico-militaire tout désigné de cette coopération appelée par ses généraux «*Concept stratégique pour le XXI^e siècle*». La guerre coûte cher, engloutit des milliards, creuse la dette des États. Ce qui a déjà contraint Obama à annoncer une réduction de 400 milliards de dollars sur dix ans du budget américain de la Défense, qui n'avait cessé de croître à nouveau depuis la fin des années 1990 pour représenter aujourd'hui 43% des dépenses militaires mondiales. Parallèlement à ce déploiement militaire, les USA et leurs alliés utilisent les armes économiques et financières pour faire pression sur les États, les contrôler. C'est le but des prêts accordés par le G20 en avril à la Tunisie et l'Égypte, suivis par le FMI et l'Union européenne, ou des nouveaux prêts décidés à Marseille par le G8 la semaine dernière.

La politique des USA vise à occuper le maximum de terrain tant militaire que financier et économique pour contrer en particulier la Chine ou l'Inde. Ces nouvelles puissances ne sont pas aujourd'hui en mesure de rivaliser avec la puissance militaire américaine même si leurs budgets militaires progressent de 10% par an. Leurs intérêts économiques et financiers sont aussi trop interdépendants avec ceux des vieux pays impérialistes pour qu'aujourd'hui ils ne fassent pas le choix de s'intégrer d'une façon ou d'une autre à la politique de coopération développée par Obama.

Mais il serait illusoire d'en conclure que les rapports en resteront nécessairement à ceux d'une paix armée dans le cadre d'un libéralisme économique et financier mondial. Une brusque accélération de la crise, un effondrement financier des vieilles puissances occidentales modifieraient radicalement les rapports de forces et les politiques des uns et des autres. Le pire n'est pas sûr mais rien ne permet d'écarter des enchaînements qui pourraient conduire à des conflits mondiaux.

Aujourd'hui, le bouleversement des rapports de forces, les transformations économiques ouvrent de nouvelles possibilités à l'intervention des peuples pour décider de leur sort en se libérant du terrorisme impérialiste, des dictateurs ou des agences privées comme Al-Qaïda. Là est bien le seul espoir d'une paix qui ne peut reposer que sur le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur coopération.

D
SS
ERICA!!

BAS!

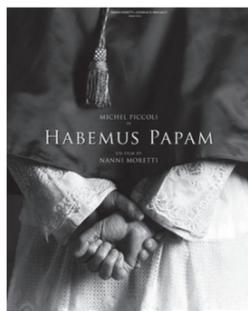
FAUCON

tan voit à la guerre est d'ouvrir des négociations qui seraient invités à la nouvelle conférence de décembre pour le dixième anniversaire de la guerre de 2001. L'essentiel pour les États-Unis est de maintenir un pouvoir politique qui puisse assurer un minimum de coopération avec les alliés et complices, accepte la présence de leurs «*seigneurs*». Il est cependant bien peu probable que des interlocuteurs qui se plient à leurs choix impérialistes que des fantoches. Cela sera d'autant plus probable que la situation déstabilise toute la région, en particulier le Pakistan. La coopération directe en territoire pakistanais des forces américaines pour exécuter Ben Laden n'ont fait que démontrer la coopération du Pentagone avec les militaires pakistanais. Le départ des troupes d'occupation.



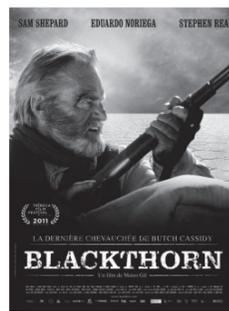
<http://lessentiersdelutopie.wordpress.com>

Isabelle Fremaux et John Jordan ont voyagé. Ils ont emprunté les routes européennes pour vivre des expériences de vies post-capitalistes durant sept mois. Au fil de ces rencontres exceptionnelles – soit onze communautés et projets alternatifs –, ils ont analysé et filmé des expériences diverses. Le film intitulé *les Sentiers de l'utopie* est un docu-fiction à l'allure de road movie poétique visible sur <http://vimeo.com/21919175>. Un film délicieux qui donne un peu d'espoir.



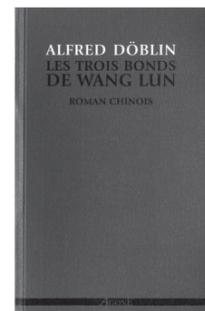
CINÉMA
HABEMUS PAPAM
Nanni Moretti

Moretti est une importante figure de la culture italienne, et aussi de la vie politique ; longtemps militant du Parti communiste italien, il s'engagea à fond dans la transformation de ce parti en organisation de centre-gauche (son film sur le sujet, *La Cosa*, est inédit en France). Ici, dans le sillage de Bunuel et de Fellini, il nous offre une histoire savoureuse : le pape qui vient d'être élu recule devant la tâche. Panique au Vatican, intervention de psychanalystes... La satire est exacte et jamais méchante. Dans la réalité, quand un pape trop naïf fut reconnu inapte, il fut empoisonné sans problèmes (Jean Paul I ; Coppola raconte l'histoire dans son dernier *Parrain*). Le film de Moretti est émouvant, aussi, parce que c'est peut-être la dernière fois qu'on voit Piccoli : les assurances, paraît-il, renâclent devant le vieil homme...
Paul Louis Thirard



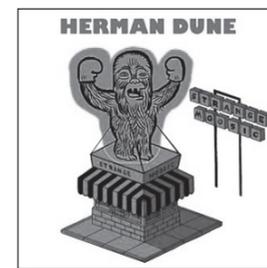
CINÉMA
BLACKTHORN
Mateo Gil

Ce film met en scène la fin de vie de Butch Cassidy. Celui-ci, contrairement aux dernières images du film culte de 1970 *Butch Cassidy et le Kid*, n'est pas mort à San Vincente sous les balles des militaires boliviens. Échappés par miracle, les deux bandits se réfugièrent en Patagonie argentine où le Kid trouva la mort quelques années plus tard tandis que la fin de vie de Butch est plus énigmatique. Celui-ci, devenu El Senor Blackthorn, décide au bout de 20 ans de rentrer en Californie. Son retour lui réserve bien des aventures au cœur de paysages fastueux entre Bolivie, Chili et Pérou. Film crépusculaire de fin de route, *Blackthorn* est illustré par quelques flash-backs pathétiques sur Butch, le Kid et leur compagne Etta, qui ne ralentissent pas le rythme du film mais, au contraire, le subliment. Les nostalgiques du film de George Roy Hill apprécieront ce retour tandis que les plus jeunes voudront en savoir plus. L'acteur Sam Shepard est géant comme d'habitude.
Sylvain Chardon



LIVRES
LES TROIS BONDS DE WANG LUN

Alfred Döblin (traduit par E.P. Isler)
Agone / 32 euros
Publié en 1915 mais écrit avant la Grande Guerre, cet ample « roman chinois » est le premier chef-d'œuvre de Döblin (1878-1957). Son rythme et sa dimension sociale préfigurent *Berlin Alexanderplatz* (1929) et les quatre volumes de *Novembre 1918* (1937-1950), sans doute la meilleure évocation littéraire de la révolution spartakiste, dont les éditions Agone viennent également de publier la première traduction française intégrale. Döblin se penche ici sur les sources de la révolution chinoise de 1911 qui balaya les Qing mandchous, au terme de maintes révoltes populaires contre cette dynastie détestée. De celle que mena Wang Lun au début des années 1770, Döblin a tiré un récit grandiose, savant sans pédantisme, souvent saisissant, où tantôt s'allient, tantôt se contrebattent millénarisme et fraternité entre gens d'en bas dressés contre les puissants.
Gilles Bounoure



MUSIQUES
STRANGE MOOSIC
Herman Dune

Green United Music / PIAS
On n'attend parfois pas beaucoup plus – mais pas moins – d'un bon album qu'il offre de belles mélodies à siffler sur la route, des solos de guitare ou des lignes de basse renversants, et accompagne les jours de soleil. Tâche dont s'acquitte avec classe le nouvel album d'Herman Dune, *Strange moosic*. Musique pop ne rime cependant jamais ici avec facilité ou banalité. Les chansons, d'un égal niveau dans des styles variés, s'enchaînent sans difficulté et forment un ensemble d'une rare cohérence qui réhabilite la notion d'album – qualité précieuse en ces temps où règne le diktat de la playlist – sans pour autant négliger les tubes. Servi par une production parfaite, l'album convoque les maîtres sixties (Dylan, Graham Nash, Neil Young, le Velvet Underground) ou de l'indie-rock (Pavement, Grandaddy) sans rien renier de la patte Herman Dune – le phrasé inimitable et le sens du rythme. Bande-son de l'été, et assurément futur classique.
Julien Lanoli

l'essai

POUR LE DROIT À L'EMPLOI
LES CAHIERS DE L'ÉMANCIPATION

Syllepse
130 pages
7 euros



Ce troisième volume des *Cahiers de l'émancipation* s'attaque à la difficile question de l'emploi : les différents auteurs s'efforcent de défricher les voies d'une politique anticapitaliste sur ce thème. Malgré quelques inégalités, la plupart des contributions s'organisent autour de deux axes : l'actualité d'un objectif de plein emploi et la nécessité d'une nouvelle réduction du temps de travail. L'introduction d'Antoine Artous ouvre cette double perspective par un rapide historique des débats qui ont traversé le mouvement des chômeurs, permettant de poser les tensions entre emploi et revenu. Les textes composant le cahier abordent ensuite les différents aspects de cette politique. Les militantEs y trouveront des synthèses utiles et d'excellente qualité (en particulier le texte de Laurent Garrouste sur les licenciements, celui de Michel Husson sur le plein emploi et celui de Stéphanie Treillet sur le salaire socialisé). L'ensemble aurait sans doute gagné en clarté en s'intitulant : « Vers le plein emploi, pour les 32 heures », puisque c'est cette question qui revient sous la plume de la plupart des auteurEs. Treillet le rappelle d'ailleurs fort justement : en ce qui concerne la lutte contre le chômage, « la bataille non menée (par la gauche et l'essentiel des confédérations syndicales) c'est celle de la réduction collective et uniforme du temps de travail ». Et Husson en fait la pierre de touche d'une politique de transformation sociale, articulée avec l'objectif du plein emploi et l'extension de la gratuité. Reste une question essentielle : comment porter un tel programme ? La lutte pour les retraites a démontré qu'il était possible de gagner la bataille des idées mais de perdre sur le terrain. Husson la pose à sa façon : « L'enclenchement d'un tel schéma stratégique passe par la recherche de formes d'organisation prenant en compte les facteurs de fractionnement du salariat ». Ce qui pose la question du syndicalisme et de ses tâches. Voilà qui appelle au moins un nouveau volume des *Cahiers de l'émancipation* !
Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

LIVRES L'homme qui a vu l'ours

« Reste-t-il des grizzlys – ne serait-ce qu'un seul – dans les San Juan ? » (*une chaîne de montagnes du Colorado*) : c'est autour de cette question que Rick Bass construit son ouvrage *les Derniers Grizzlys*¹.

Il ne s'agit pas d'un roman, mais de la chronique de l'enquête réellement menée par quelques hommes et femmes, gouvernés par leur certitude et leur amour de la nature. Passées les premières pages, on se laisse facilement entraîner par ce qui prend des allures d'investigation policière mobilisant tout l'arsenal médico-légal pour découvrir les derniers spécimens de grizzlys, là où les différentes administrations ont déjà acté le constat de leur extinction : « Ce n'est pas tout à fait aussi difficile que de prouver l'existence de Dieu – le grizzly, au moins, laisse des empreintes dans la neige ou la boue –, mais pas loin. »
Ce récit est aussi l'occasion de nombreuses réflexions : sur la chasse ou les armes à feu – des thèmes auxquels nous sommes moins habitués dans la littérature écologiste –, sur notre rapport à l'environnement, sur les avantages et inconvénients des différents programmes scientifiques de protection de la faune, ainsi qu'une histoire naturelle du grizzly : il se dégage de ses pages une fascination à l'égard de cet animal, qui apparaît comme un empereur des ours, en termes de puissance, d'intelligence et de facultés d'adaptation, qui évoquent ce que Pastoureau a écrit au sujet de notre représentation de l'ours : « L'ours n'a peur de rien et est, de fait, pratiquement invincible. »²
Le rapport de nos sociétés industrialisées aux grands animaux sauvages est

complexe. Notre emprise sur l'espace naturel est devenue si importante qu'elle rentre en contradiction avec la survie de nombreuses espèces, l'ours en particulier. On le constate en France à chaque



annonce de réintroduction d'un spécimen dans les Pyrénées, provoquant une vive controverse sur le bien-fondé de la démarche tout autant que sur la question de la biodiversité et notre capacité à la préserver. Face à cette situation, Rick Bass se défend de rédiger un plaidoyer : « Je réclame seulement un peu d'espace pour eux ». Ce faisant, il interroge nos besoins : cette nouvelle route, cette nouvelle station de ski sont-elles indispensables ? Lire *les Derniers Grizzlys*, ce n'est pas seulement se plonger dans le récit d'une enquête. C'est également découvrir une partie de la littérature underground et écolo des États-Unis : Edward Abbey, l'auteur du *Gang de la clef à molette*, et Doug Peacock, par exemple, apparaissent régulièrement dans ces pages. Que de bonnes raisons de vous aventurer dans ce livre qui vous introduira à « l'autre versant de la nature : le versant animal », ainsi qu'à un pan entier de la société états-unienne souvent méconnu.
Henri Clément

1. *Les Derniers Grizzlys*, Rick Bass (traduit de l'américain par Gérard Meudal), collection Totem Gallmeister, 9,20 euros.
2. *L'Ours, histoire d'un roi déchu*, Michel Pastoureau, Seuil, 2007.

ISRAËL

« **Le peuple exige la justice sociale** »

Depuis plusieurs mois, la contestation sociale gronde en Israël. Ce mouvement inédit, s'il ne remet pas en cause la politique colonialiste vis-à-vis de la Palestine, en montre les contradictions.

Du jamais vu en Israël : près d'un demi-million de personnes dans la rue pour exiger « la justice sociale » et la mise à bas du néolibéralisme. Il faut dire que la brutalité des attaques contre les acquis sociaux et l'autisme du gouvernement d'extrême droite face au malaise social sont aussi sans précédent. En suggérant aux manifestants au début des mobilisations de trouver une solution à la crise du logement en allant habiter... dans les colonies, Netanyahu a montré à quel point il était déconnecté du peuple. Plus intelligents que leur Premier ministre, les tycoons (dénomination locale des oligarches du capital financier) avaient, dès le début du mouvement, suggéré des réformes, y compris de payer plus d'impôts, conscients que leurs énormes privilèges alimentaient la révolte sociale.

Certes, le mouvement insiste sur son caractère « ni droite ni gauche » et se définit comme « mouvement social » et non comme un mouvement politique, mais ses revendications en termes de logement, d'éducation et de santé, entrent directement et ouvertement en conflit avec les énormes subventions allouées aux colonies et un budget militaire si gros (22% du budget national) que même une partie de l'état-major se porte volontaire pour le réduire... pensant ainsi éviter que des civils y mettent leur nez.

La commission Trachtenberg, hâtivement nommée par le gouvernement pour faire des recommandations sur une réallocation des ressources, n'a pourtant pas hésité à toucher à ce tabou et annonce dès la première semaine de ses travaux qu'il faudra « repenser les priorités nationales ». Elle rejoint ainsi les premières recommandations d'une commission alternative constituée par le mouvement et qui appelle à un retour au Welfare State des années 1950 à 1970, brutalement démantelé par... Benjamin Netanyahu dans la foulée de l'offensive néolibérale de Thatcher et Reagan.

On peut légitimement être frustrés du refus des porte-parole du mouvement de se positionner sur la question de l'occupation, du siège criminel de Gaza, des droits nationaux du peuple palestinien, mais on trouvera une certaine consolation dans le fait qu'il s'agit d'un mouvement qui assume son caractère judéo-arabe (dans tous les grands rassemblements il y avait un porte-parole de la communauté palestinienne d'Israël), ce qui est loin d'aller de soi.

Après la manifestation du demi-million, comme on l'appelle déjà, les manifestants sont rentrés chez eux et les nombreux campements urbains qui symbolisaient cette mobilisation ont été démantelés.



Pour laisser place à une seconde vague, différente en termes de classe. En effet, si pendant les deux premiers mois, les classes moyennes ont dominé, le tour est venu pour les classes populaires de s'exprimer, en particulier des milliers de sans-logis qui, contrairement aux manifestants de la première vague, n'hésitent pas à occuper des immeubles vides et à se confronter aux forces de police. Loin de disparaître, le mouvement change de nature, se radicalise. Les autorités aussi, qui, à l'image du maire de Tel Aviv, entreprennent une politique de « nettoyage » des campements de sans-logis, en utilisant des méthodes violentes et une campagne de presse brutale contre les « voyous et les délinquants ». Le temps du « mouvement de tout le peuple » est bel et bien fini. Place à la guerre des classes.

Un pouvoir déconnecté de la réalité

Au début de cet article, je parlais d'autisme. Ce diagnostic ne concerne pas seulement les revendications des citoyenNÉS israélienNÉS, mais l'ensemble de la politique gouvernementale. La crise politique avec la Turquie, qui a été pendant plusieurs décennies l'allié privilégié de l'État hébreu dans la région, la remise en question par les masses égyptiennes des accords de

capitulation signés par Anouar Sadate, et même les tensions avec l'administration américaines, révélées par l'ancien secrétaire à la défense Robert Gates, tout cela indique une véritable déconnexion de la réalité politique de la part de l'équipe Netanyahu. Comme l'écrit l'éditorialiste de Haaretz, Yoel Marcus : « Il y a une limite aux mensonges que l'administration US est prête à avaler, et ce n'est pas par hasard si elle a choisi ce moment pour révéler la description que fait l'ancien secrétaire à la Défense, Robert Gates, de Netanyahu : "un menteur... qui n'est pas seulement ingrat, mais qui met en danger son propre pays en refusant de prendre en compte l'isolement grandissant d'Israël". Même si l'administration utilise son droit de veto aux Nations unies, le grincement de dents du président Obama s'entendra du Pôle Nord au Pôle Sud. [...] »

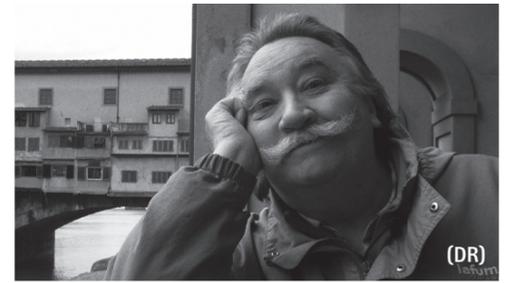
Avec les nuages gros de désastres qui nous survolent, tout ce qu'il reste à dire à Netanyahu c'est une vieille phrase, prononcée pour la dernière fois contre Neville Chamberlain : "Je vous dis de partir et qu'on en finisse avec vous. Au nom de Dieu, partez!" »

Michel Warschawski

1. Haaretz, 9 septembre 2011.

Hommage

Jean Robert Velveth, dit Archie



Tu nous as quittés lundi 5 septembre, laissant un grand vide derrière toi. Tu te définissais comme communiste, libertaire et écolo. Dans les années 1960, tu as d'abord été communiste. Tu t'es investi à fond dans le Parti communiste car tu pensais alors, comme beaucoup à l'époque, que c'était le meilleur outil de lutte contre les injustices. Et puis tu as été exclu du PCF pour anti-stalinisme. Cela avait été rude, comme pour tous les exclus, mais tu en étais fier, car tu avais la démocratie chevillée au corps. Dans un billet sur Mediapart du 15 janvier 2009, pour l'anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg, tu citais ses propos ô combien justes : « La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement ».

Cette expérience du stalinisme avait renforcé en toi ce côté rebelle, anticonformiste que tu résumais en t'affirmant libertaire. C'est ce qui explique sans doute ta passion pour Léo Ferré qui te ressemble par bien des aspects, notamment ta capacité à pousser des coups de gueule quand tu n'étais pas content, ta fidélité à tes convictions politiques, ton talent pour l'écriture et ta passion pour la musique.

Et puis tu étais aussi un écologiste de la première heure. Tu le rappelais dans un échange récent : « Dès les seventies, j'étais écolo, communiste libertaire. J'étais à Plogoff, au Larzac et à Creys Malville. J'y ai perdu un camarade et ami ». Tu as connu très tôt la Ligue communiste, puis la LCR, même si tu ne l'as rejointe qu'après la grande grève de 1995. Comme tu le disais toi-même : « Je ne remercierai jamais assez les staliniens de m'avoir permis de découvrir, du fait de mon exclusion, ce qu'était alors la Ligue communiste, dissoute en 1973 ».

Tu avais assumé les relations de la LCR avec la presse entre 1998 et 2003, accompagnant Olivier Besancenot sur les plateaux de télévisions et participant aux réunions de la direction nationale. C'était pour toi une grande satisfaction car ta passion pour l'art de la communication pouvait se mettre au service de tes convictions.

Tu as rejoint le NPA au moment de sa fondation en février 2009 et sur ton fameux blog de Mediapart, « Noir, Rouge, Vert ! » tu présentais quotidiennement ton point de vue sur la situation politique et passais des journées entières à ferrailler avec tes contradicteurs.

Tu détestais cette « gauche de gouvernement » qui « confond si souvent le cambouis et le pot de confiture ». Mais tu détestais aussi cette incapacité de la gauche de la gauche à s'unir. Le 14 novembre 2009, tu écrivais sur Mediapart : « Il n'y a pas de plus grande nécessité que de réussir le rassemblement d'une gauche offrant une alternative de transformation sociale et écologique... mais, la politique de Sarkozy ne sera pas mise en échec si on ne sort pas des politiques néolibérales qui ont dominé à gauche jusqu'à présent ».

C'est ce qui t'avait amené tout récemment à prendre tes distances avec le NPA, comme toujours avec fracas, car tu ne faisais jamais les choses à moitié. Mais tu étais resté très proche du NPA. D'ailleurs, beaucoup de lecteurs de Mediapart se refusaient à croire à ton départ.

Archie, le moustachu-velours, comme quelqu'un t'a appelé, le Velveth qui ne peut pas devenir underground pour un autre, l'heure est venue de prendre congé.

Comme le disait un lecteur de Mediapart, Ben Bouktache, qui te rendait hommage : « Ne pleure pas de l'avoir perdu, réjouis-toi de l'avoir connu ». **Jean Sanuk**

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact :
redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Traducteurs. T. M. (Lot) : Abonnée à *Tout est à nous !* et traductrice-interprète, je lis avec intérêt la rubrique Culture de l'hebdomadaire du NPA. J'ai lu et apprécié votre compte rendu du roman *Les Disparus de Dublin* de Benkamin Black. [...] Vous n'avez pas par contre pris le soin d'indiquer que *Les Disparus de Dublin* est un roman étranger et par conséquent de citer le nom du traducteur de ce roman. Or, si vous avez pu en parler, c'est bien parce que le roman a été traduit de l'anglais irlandais par Michèle Albaret-Maatsch.

Si je vous écris aujourd'hui, ce n'est pas uniquement à cause de votre dernier compte rendu. *Tout est à nous !* rend compte régulièrement de livres écrits en langue

étrangère mais ne cite jamais (à mon souvenir) le nom du traducteur. [...] Un traducteur n'est autre que l'auteur du texte français à partir duquel vous établissez un compte rendu. Citer le nom d'un traducteur, c'est reconnaître son travail. C'est aussi reconnaître le rôle de la traduction dans la diffusion de la culture. C'est finalement reconnaître et rendre hommage à la différence.

Merci donc de bien vouloir aborder ce point avec la rédaction et faire le nécessaire pour que désormais *Tout est à nous !* indique systématiquement la provenance d'une œuvre traduite et le nom de son traducteur. (Ndlr : ce sera désormais chose faite.)

Erratum. Dans l'article « L'arrêt des poursuites contre DSK : une mauvaise nouvelle pour les femmes », de *Tout est à nous !* n° 114, une erreur a été relevée dans la phrase « Le caractère affligeant des réactions d'une partie de l'élite politico-médiatique a révélé que l'oppression des femmes appartient au passé ». Il fallait bien sûr lire « n'appartient PAS au passé ».

Philippe Poutou chez Fralib

C'est en terrain de connaissance que Philippe se retrouve vendredi 9 septembre à Gémenos (Bouches-du-Rhône) près d'Aubagne. Sa route a déjà croisé celle des Fralib au Havre l'an passé et les militants du NPA sont aux côtés des salariés de la filiale du groupe Unilever depuis des mois avec deux visites d'Olivier Besancenot.

Avec les militants de la CGT et les salariés, les discussions tournent autour des questions de l'heure. Le PSE est engagé avec l'envoi d'une centaine de lettres de licenciement qui accroît les risques de division, de dispersion des préoccupations. Dans le même temps, le boycott de la marque Lipton et l'occupation du site font pression sur Unilever afin de permettre une reprise de l'activité sur le site. Tout en multipliant les actions de popularisation, les syndicalistes maintiennent une pression juridique et d'expertise sur Unilever pour mettre en évidence le caractère totalement injustifié de la fermeture d'un site parfaitement rentable.

Entre deux débats, le tour de l'usine déclenche, comme sur d'autres sites, le sentiment de gâchis devant des machines modernes, souvent améliorées grâce au savoir-faire des salariés, la parfaite connaissance de la production par les travailleurs. Et même des idées sur des produits meilleurs, plus naturels. C'est sûr, on voit bien qu'on pourrait facilement se passer des chefs, des patrons et des actionnaires. D'ailleurs, l'existence de stock de matières premières et le maintien de l'outil de production suggère à chacun une possible reprise « militante » de la production. La présence de la presse locale et d'un ancien de Nestlé et de Net Cacao attestent de l'écho de la lutte des Fralib et de la présence permanente et reconnue des militants du NPA. Le débat s'oriente vers les réponses à la crise, aux licenciements. Les salariés de Fralib sont conscients de la difficulté à gagner « tout seuls », de la nécessité non seulement de la combativité, de la solidarité mais aussi de la coordination des luttes. Philippe, reprenant l'exemple de Ford, insiste sur l'importance des soutiens autour de l'entreprise. Il développe l'idée que l'on ne gagnera pas boîte par boîte et que le début de la solution est dans la constitution d'un rapport de forces global, national, sur la question des licenciements comme sur le refus de payer leur crise. Les capacités de mobilisation des travailleurs à Fralib comme dans d'autres entreprises montrent que non seulement on peut résister mais aussi prendre nos affaires en main dans le cadre d'un autre système où les choix seront faits en fonction des besoins de la majorité, en fonction du respect de la santé de la population, des exigences écologiques. Tout le monde est bien d'accord et est bien décidé à se revoir, élections ou pas.

Robert Pelletier

Poursuivi pour délit de solidarité!

Dans sa politique de chasse aux étrangers, immigrés, demandeurs d'asile et Roms, le gouvernement et ses auxiliaires ne savent plus quoi inventer. Ainsi, dans l'Essonne, ce sont les responsables des associations humanitaires qui sont sous la menace de la répression. Le 22 septembre, Serge Guichard, président de l'Association de solidarité aux familles roumaines (ASEFRR) doit comparaître devant le tribunal d'Évry pour répondre du délit de « dépôt d'immondices sur la voie publique ». Depuis environ trois ans, 80 familles roms vivent sur un terrain appelé le Moulin galant, à proximité de Corbeil-Essonnes. Le ramassage des ordures a brusquement cessé il y a plusieurs mois du fait de la communauté d'agglomération d'Évry. La situation devient vite intenable, les rats qui pullulent sur les tas d'immondices en viennent à mordre un jeune garçon qui a attrapé une septicémie galopante. L'ASEFRR, après avoir vainement alerté les communes concernées, la communauté d'agglomération et le conseil général, décide le 26 mars 2011 de mobiliser ses adhérents et ceux des associations et organisations qui les soutiennent pour opérer un nettoyage massif du campement avec l'aide effective de tous ses habitants. Une cinquantaine de volontaires aident les familles à nettoyer le camp et remplissent quelques 2000 sacs poubelles. La gendarmerie présente ne trouve rien à redire. Finalement, après de nombreuses interventions, la communauté d'agglomération installe une benne dont le ramassage est financé par le conseil général.

Trois mois plus tard, Serge Guichard reçoit une assignation à comparaître devant le tribunal d'Évry pour le délit de « dépôt d'immondices sur la voie publique ». Cette accusation farfelue témoigne d'une volonté d'intimider et de faire taire les organisations qui refusent la politique de haine raciste qui est à l'œuvre dans ce pays depuis plusieurs années. Mais cette fois, le but ne sera pas atteint. Une campagne s'organise pour défendre le simple droit de pouvoir manifester la solidarité avec des personnes en détresse. Une pétition pour demander l'annulation de la procédure pénale contre l'ASEFRR et son président est lancée. Une manifestation est prévue à Évry le 22 septembre, jour de la comparution de Serge Guichard.

Le NPA soutient complètement ces actions et appelle à signer la pétition sur le blog : <http://soutienasergeguichard.over-blog.fr>

Gérard Goujon

FÊTE DE L'HUMANITÉ 2011

Un rendez-vous à ne pas manquer!

Comme chaque année, le NPA participera au plus important forum de la gauche populaire que constitue la Fête de l'Humanité. Les nombreux débats programmés pendant ces trois jours donneront l'opportunité aux militantEs anticapitalistes de porter l'urgence d'un réel débouché politique à la crise sans précédent qui touche le système capitaliste. En moins d'un an, le monde a considérablement changé. Les chutes des dictatures en Tunisie et en Égypte ont ouvert la voie à un cataclysme dans l'ensemble des pays du monde arabe... et bien au-delà. Sans elles, nous n'aurions pas connu l'incroyable mouvement populaire syrien qui, malgré la répression sanglante, pousse inexorablement le despote de Damas vers la porte. Sans elles, nous n'aurions pas connu les mouvements des indignés. Car c'est bien au Caire et à Tunis que les activistes de la Puerta del Sol et de la place Syntagma ont puisé leur inspiration et inventé de nouvelles formes d'expression démocratiques, massives, préfigurant ce que pourraient être les formes d'un réel contre-pouvoir populaire. Mais en France aussi en un an la situation a changé. Le formidable mouvement sur les retraites a montré l'ampleur du rejet des politiques d'austérité et de remise en cause des acquis sociaux. La multiplication des actions interprofessionnelles a démontré un potentiel de ce que pourrait être la construction d'un mouvement de grève prolongée, organisé par en bas. C'est de cela que le mouvement social a besoin, ici et maintenant, pour stopper la casse des services publics, refuser de payer la crise, imposer l'annulation de la dette et proposer une vraie



Stand du NPA à la Fête de l'Huma de 2010. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

alternative au capitalisme. L'attermoisement des directions syndicales ne proposant qu'une sempiternelle « journée d'action » sans lendemain ne va évidemment pas dans ce sens. Ce serait pourtant une grave erreur dans la situation politique et sociale mouvante que nous connaissons de ne pas se saisir de l'appel lancé par les confédérations pour préparer une vraie riposte populaire aux attaques de la droite. La colère des salariés, des sans-emplois, des sans-voix, des habitants des quartiers populaires est profonde et ne demande qu'à s'exprimer, s'organiser. Les équipes syndicales, les militantEs des unions locales, les associations de quartier, les grévistes de l'automne 2010 sont les seuls à pouvoir donner corps à un mouvement social d'ampleur.

À cette fête, il sera aussi question, bien sûr, de l'élection présidentielle de mai

2012 et les militantEs du NPA n'esquiveront pas le débat. N'avons-nous pas à apprendre, là encore, des révolutions arabes et de l'urgence démocratique qu'elles expriment? Alors que le système capitaliste craque de tous côtés, les institutions de la V^e République et son système présidentiel monarchique représentent-elles aujourd'hui vraiment la population? L'élection d'un homme ou d'une femme providentielle est-elle la question centrale que doit se poser le mouvement social? Comme en Tunisie ou en Égypte, n'y a-t-il pas là aussi urgence à remettre en cause ces institutions par l'élection d'une Assemblée constituante représentant vraiment la société? Ces questions, et bien d'autres (quel programme, quelles alliances...) seront au cœur des débats.

Alain Pojolat

Au programme du stand du NPA (rue Pablo Picasso)

Samedi 17 septembre

- 12 heures : « En France comme dans le reste du monde, jeunesse sans futur, jeunesse révoltée... Quelle riposte face à l'austérité? » Avec des représentantEs du secteur jeunes d'Alternative Libertaire et du Front de Gauche, les JC, le MJS, les Jeunes Verts et le secteur jeunes du NPA.

- 16 heures : « L'autre campagne: le monde craque, les peuples grondent... »

Quelles ripostes, quelles réponses? » Avec François Chesnais (économiste militant, auteur des *Dettes illégitimes*), Christine Poupin et Vanina Giudicelli (membres de la direction du NPA).

Dimanche 18 septembre

- 12 heures : « Racisme, fascisme, violences policières: le temps de la contre-offensive. » Avec Saïd Bouamama (sociologue

militant, auteur des *Discriminations racistes: une arme de division massive*), Olivier Lecour Grandmaison (initiateur de la campagne « D'ailleurs nous sommes d'ici » et auteur de *La République impériale: politique et racisme d'État*), Maurice Rajfus (historien, militant et auteur de *Portrait physique et mental du policier ordinaire, sous réserve*) et Omar Slaouti (NPA).

Agrexco: victoire pour la Coalition et BDS!

Depuis deux ans que nous sommes mobilisés contre l'implantation d'Agrexco dans le port de Sète (Hérault), la nouvelle est enfin tombée: Agrexco ne viendra pas! Et pour cause, la première entreprise israélienne d'export de produits agricoles fait faillite. Il s'agit d'une grande victoire! Si la campagne BDS France avait fait de cette lutte une de ses priorités, c'est parce qu'elle représentait un exemple flagrant de ce que nous combattons. Répondant à l'appel BDS de la société civile palestinienne de juillet 2005, l'appel de la Coalition contre Agrexco (mai 2009), est à la fois précis sur ses positionnements et ses objectifs, mais suffisamment large pour permettre à des organisations d'y entrer grâce à des angles d'attaque différents (solidarité internationale, choix de développements économiques, écologie...). Au total, 105 organisations ont signé l'appel et la Coalition a reçu le soutien de groupes de solidarité étrangers. L'extension de la lutte au niveau européen a été dès octobre 2009 un axe important, confirmé par le succès du forum européen contre Agrexco de juin dernier en présence du comité national BDS en Palestine et de délégations de onze pays.

Bien sûr, la faillite d'Agrexco n'est pas due uniquement aux actions de boycott, bien que celles-ci soient citées dans plusieurs articles de la presse économique. Après l'annonce de graves difficultés financières avant l'été, plusieurs successeurs potentiels se sont manifestés qui ont finalement abandonné ou ont été disqualifiés par les tribunaux. Les actions de la Coalition sur les terrains juridique et des mobilisations ont porté leurs fruits en ternissant l'image d'Agrexco et en montrant notre détermination à ne pas accepter de commercer avec des criminels.

Notre victoire est aussi l'échec du projet scandaleux du conseil régional et la décision politique de Georges Frêche. Sète devait devenir un des trois ports d'entrée d'Agrexco en Europe pour y importer fruits, fleurs et légumes, une partie venant des colonies. Sioniste assumé, il dégage des subventions publiques, par exemple 45 millions d'euros pour construire des entrepôts frigorifiques pour Agrexco, qui restent vides à ce jour. La région participe aussi au dumping social en offrant dans le port de Sète des servitudes que la combativité des dockers de Marseille ne permettait pas. Cette victoire met aussi sur le devant de la scène des choix de

développements économiques très coûteux et contestables du conseil régional. Importer depuis l'autre bout de la Méditerranée des fruits et légumes dans une région agricole, avec un impact écologique certain, au lieu de développer les exploitations locales et les circuits courts de distribution, voilà encore une aberration de ce projet. Ajoutez une aide publique de 200 millions d'euros, des emplois promis qui ne verront pas le jour, et vous avez tous les ingrédients d'une mauvaise recette que nous dénonçons depuis le départ!

Ce succès contre Agrexco nous appelle à renforcer avec encore plus de volonté et d'enthousiasme la campagne BDS tant qu'Israël n'appliquera pas le droit international, ne cessera pas l'occupation en Palestine, que les réfugiés n'aient pas un droit au retour effectif et que les citoyens palestiniens d'Israël subissent un régime d'Apartheid.

Les cibles comme Agrexco existent par dizaines contre lesquelles nous devons maintenant concentrer nos efforts.

Vincent Mazurek, Francis Vigié

Plus d'info sur : www.resistons.net et www.coalitioncontreagrexco.net

Dès la rentrée, repartons sur les routes !

Cet été, bon nombre de camarades ont pris les routes, pas seulement celles des vacances, mais pour continuer malgré la période estivale à chercher les précieux parrainages.

Le résultat est là, encourageant puisque nous abordons cette rentrée avec plus de 100 signatures à l'heure où nous écrivons cet article.

Nous avons franchi un cap mais le plus gros de l'effort est devant nous. 100 signatures durant les deux mois d'été où les maires comme bon nombre de militants partent en vacances, prouvent qu'une fois la rentrée passée nous pouvons obtenir une certaine de signatures par mois en nous y mettant tous. Le NPA a besoin de ces parrainages pour ne pas être bâillonné les prochains mois.

L'injustice démocratique de cette règle ne doit pas nous faire oublier que, contrairement à d'autres prétendants à l'élection présidentielle, nous sommes un parti, une réalité politique et donc militante. Nous ne bénéficions d'aucun réseau autre que celui du mouvement social. En effet, certains maires nous ont donné des signatures ici et là, car militant syndicalement dans

les mêmes entreprises que nous, dans les mêmes associations de parents d'élèves, réseaux de soutien aux sans-papiers, et de ce fait sont convaincus de la pertinence d'une candidature NPA à ces élections.

L'amplification de la crise qui touche de plein fouet les salariés mais aussi certaines collectivités ayant contracté des emprunts pourris doit renforcer, dans notre interpellation quotidienne des élus, l'utilité d'une candidature anticapitaliste.

Le système capitaliste est en crise majeure, la mondialisation vendue depuis des décennies comme bienfaitrice ruine des pays, des peuples entiers, soulevant la colère de milliers d'indignés, jeunes, salariés, exclus : la candidature de Philippe Poutou doit nous permettre de nous exprimer dans le cadre de cette campagne le plus largement possible. Pour cela, notre tâche principale dans les mois qui viennent et dès maintenant, c'est la recherche des 500 parrainages.

Et des parrainages il nous en faudra bien plus de 500 avant février pour être sûrs, au moment où les formulaires officiels seront envoyés, de transformer nos promesses en véritables

parrainages et les déposer le 16 mars 2012, enfin assurés de notre participation au débat et donc au scrutin.

Cette tâche n'est pas des plus faciles et est, à vrai dire, assez inédite pour des militants anticapitalistes. Mais cette expérience, découvrir la France rurale, les villages et villes qui ont été les premiers à perdre des services publics (fermeture de postes, de classes et d'écoles) est source d'enseignements. Les discussions peuvent donc être riches même s'il ne s'agit pas de convaincre les élus de notre programme mais de l'utilité de notre présence puisque notre courant est dans tous les débats et toutes les élections. Un parrainage nécessite de se rendre chez le ou la maire, le plus souvent à son domicile, de discuter, de ne jamais fermer la discussion afin de pouvoir revenir si le parrainage n'est pas confirmé. Ce dernier est d'ailleurs très rarement acquis au premier passage. Il faudra repasser deux, trois, dix fois parfois pour décrocher la fameuse promesse!

C'est d'ailleurs dans ce « réservoir » des plusieurs centaines de maires à revoir que nous décrocherons les 500 parrainages. Plusieurs centaines d'élus nous



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

ont déjà proposé de repasser les voir, certains laissant entendre que, s'il nous manque des signatures, « peut-être... qu'ailleurs... ». Il ne faut pas attendre février pour aller les voir. Six mois c'est court et nous ne pouvons prendre de risques.

Alors il ne nous reste plus qu'à prendre nos voitures, en emprunter, équipés de GPS ou de cartes routières, du mode d'emploi et des cibles¹, et en avant vers les 500!

Thibaut Blondin

1. Circulaire hebdomadaire du NPA spécifique à la recherche de parrainages.

Pour toute information, écrire à : signatures.npa@gmail.com

Université d'été, suite...

BILAN DU CYCLE LGBTI

Cette année, le cycle LGBTI¹ se composait de deux séances : « L'instrumentalisation des questions LGBTI » (qui intégrait le thème central « La gauche, les gauches ») et « Les gauches et les questions familiales (mariages homo et hétéro, GPA, homoparentalité...) », co-animée avec la Cnif². La première séance analysait les discours politiques sur les questions LGBTI par différents partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche. De l'homonationalisme et des propos de Marine Le Pen à la mainmise du PS sur les grandes associations LGBT françaises, il s'agissait de comprendre les enjeux et la diversité des questions LGBTI, et surtout leur instrumentalisation par des courants politiques. Le débat a ensuite été ouvert pendant un peu plus d'une heure sur les mots d'ordre des mouvements LGBT et leurs revendications, notamment autour de la question du mariage.

La seconde séance a été l'occasion de retracer

l'historique et les débats des dix dernières années sur la parentalité, le mariage et les unions civiles, et principalement sur la gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA). Après une présentation conjointe par la Cnif et la commission LGBTI, le débat a principalement porté sur la PMA et la GPA, autrement dit, les mères porteuses. Ce premier échange sur le sujet à une université d'été a été l'occasion de rappeler que le NPA n'a pas encore de position officielle sur le sujet et que les discussions seront encore longues. Différents points de vue et arguments ont été avancés, qui ont permis de préciser les lignes de rupture pour les camarades n'ayant pas connaissance du débat précédemment, et qui permettront de le continuer dans les temps à venir.

La continuité du cycle LGBTI au sein de l'Université d'été du NPA souligne que les luttes et l'émancipation des personnes LGBTI sont partie intégrante des fondamentaux du

parti. Les débats actuels qui traversent le mouvement LGBTI tout comme le mouvement féministe, tant sur leur instrumentalisation que leur apport concret au débat politique, doivent rester une priorité pour nos camarades. S'en emparer n'est pas toujours évident mais ce rendez-vous estival est une des occasions dont les camarades savent se saisir pour faire la jonction entre différentes oppressions et continuer d'élaborer un projet de société global.

Pour continuer sur la lancée des discussions de l'Université d'été, la commission LGBTI organisera sa réunion de rentrée prochainement.

Pour y participer ou tout simplement nous contacter : contact-lgbti@npa2009.org
Ludo, commission LGBTI

1. Lesbiennes, gays, bisexuelLes, transsexuelLes, intersexes.
2. Commission nationale d'intervention féministe.

LE PHÉNOMÈNE SEXTOYS : UN ATOUT DES PLAISIRS

L'intitulé de l'atelier sur les sextoys, marchandisation ou épanouissement du plaisir féminin, s'est trouvé largement dépassé tant le débat a été riche. Rassemblant environ 80 militantEs, les interventions variées ont permis d'aller plus loin que l'introduction qui s'était déjà distancée de cette question de départ, notamment en cherchant à comprendre comment se construisent les pratiques sexuelles et comment se forment et se déplacent les frontières de la légitimité et de l'illégitimité sociale entre ces pratiques.

Des interventions ont questionné le phénomène sextoys en exprimant des craintes sur la signification sociale de son développement, par exemple en considérant qu'il renvoyait au développement de la solitude dans la société libérale et que l'usage des objets ne pouvait constituer qu'un ersatz moins intéressant que la sexualité dans le cadre d'une construction sentimentale de couple. D'autres ont expliqué qu'il ne s'agissait pas de hiérarchiser les pratiques sexuelles mais de chercher à mesurer ce que les sextoys

pouvaient permettre aujourd'hui, bien qu'ils soient proposés dans un contexte marchand dont l'objet n'est pas l'émancipation.

Dans le débat, le contexte des injonctions à jouir, à la performance, est revenu plusieurs fois avec des références faites aux magazines féminins, par exemple. Dans le même temps, il est ressorti de la discussion que les sextoys permettaient une véritable libération de la parole autour des sexualités et nous avons cherché à comprendre comment cela avait été rendu possible. Le « jeu » est apparu alors comme un élément d'explication de ce phénomène, car il a permis de banaliser le sexe, de le mettre à distance tout en l'évoquant finalement. Un camarade, infirmier en HP, est intervenu pour expliquer que les relations sexuelles y étaient interdites et que l'arrivée des sextoys, il y a deux ans environ, a été un élément très positif pour les patientEs. Le plaisir masculin et son renouvellement, qui avait été peu évoqué dans l'introduction, se sont invités dans la discussion. Il est apparu que les sextoys pouvaient permettre de lever le tabou de la sodomie masculine, des toys

étant créés pour stimuler la prostate.

Au fond, c'est la question de la sacralisation du sexe qui se pose. Peut-on « faire du sexe » comme on boirait le verre d'eau (ou de bière) métaphorique qui a traversé tout le débat? Cette question posée ici par le prisme des sextoys a, en réalité, des implications nombreuses pour les luttes féministes et LGBTI aujourd'hui.

Si les publicités autour des sextoys tendent à les inscrire dans le cadre du couple hétérosexuel monogame, ils peuvent aussi favoriser toutes sortes de subversions, permettre un renouvellement des pratiques à une échelle de masse et, surtout, posent la question de la naturalité du sexe. Les perspectives de luttes sont donc nombreuses et des revendications ont émergé : remboursement des sextoys, réquisition des entreprises et contrôle ouvrier dans les boîtes productrices de sextoys! Homo, hétéro, à un, à deux ou à plusieurs, sextoys addicts ou non, unissons-nous!

Pascal Levy, Lisbeth Sal

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
.....
N° DE COMPTE
.....
CLÉ RIB
.....

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

382 millions

C'est le coût total pour l'État de l'achat puis la destruction de millions de doses de vaccins contre la grippe H1N1. La ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait commandé à l'automne 2009, 94 millions de doses de vaccins. Malgré une campagne alarmiste, seuls 6 millions d'habitants se sont fait vacciner. Heureusement pour les autres, la pandémie prétendue inévitable n'a pas eu lieu. Malgré l'annulation de la commande de 50 millions de doses, l'État se retrouvait avec des millions de vaccins achetés au prix fort, pour le grand bonheur des labos. 16 millions de doses ont été cédées à l'OMS et quelques centaines de milliers aux ambassades françaises à l'étranger. Reste que la durée de vie des produits est limitée. En 2010, 19 millions de doses ont été détruites, les dernières le seront en novembre. Vous avez dit gâchis ?

Sénatoriales dans le Val-de-Marne. Mars 2011 : l'opération du PS et des Verts 94 consistant à tenter de prendre le conseil général au PCF échoue. Tous les sortants PCF sont réélus, le PS perd même un siège à son profit. Le PCF 94 avait alors expliqué qu'on ne l'y reprendrait pas et qu'il présenterait une liste autonome aux élections sénatoriales.

Six mois plus tard, une liste unique PS, PCF, Europe Écologie-Les Verts est constituée (comme dans la plupart des départements) ; la tête de liste est PS, les deux suivants sont PCF (Christian Favier, président du conseil général et Laurence Cohen, conseillère régionale) et la 4^e est EÉ-LV (imposée par le national aux militants locaux). Le calcul est le gain d'un siège sur la droite (actuellement, il y a un PS, deux PCF, deux UMP, et un centriste). Le problème, c'est que la tête de liste PS est Patrick Sèves, maire de L'Hay-les-Roses qui vient d'être mis en examen sur une présumée corruption liée à des marchés publics de sa commune.

Pour le moment, pas de réaction publique des « partenaires » du PS. Avec un tel attelage, on est bien loin de la politique autrement chère aux Verts et de l'indépendance par rapport au PS et de la révolution citoyenne revendiquées par le Front de Gauche...

Quand le peuple chasse l'ambassadeur. Ironie de l'histoire, les autorités égyptiennes

érigent un mur face au bâtiment abritant l'ambassade israélienne au Caire. Non, ce n'est pas une réplique du mur qui enferme les Palestiniens, mais une protection de la représentation sioniste.

Édification du mur dans la période de l'assassinat de cinq policiers égyptiens par les troupes de Tel-Aviv qui, en dominateur impuni, pénètre en territoire étranger et flingue des représentants de l'autorité égyptienne !

La réaction du Conseil supérieur des forces armées, qui gouverne l'Égypte de l'après-Moubarak, condamne proteste mais ne prend aucune mesure de rétorsion vis-à-vis d'Israël ! Fiers de leur révolution, les Cairotes décident d'intervenir. C'est un élan populaire qui brise le mur de protection de l'ambassade sioniste, l'envahit, arrache le drapeau israélien, provoquant le départ de l'ambassadeur et de la plupart des employés de la représentation diplomatique sioniste. Devant l'inertie du CSFA, tant à propos du contrat de fourniture du gaz à Israël, des Zones industriels qualifiées (QIZ), zones de non-droit social à capitaux israélo-américains, c'est le peuple qui a fait un acte fort de politique étrangère, de solidarité internationale.

Prétextant l'action salubre du peuple égyptien, le CSFA tente une nouvelle fois de réduire le champ des libertés démocratiques en renforçant et prolongeant l'état d'urgence. Gageons que le vent de liberté ne s'arrêtera pas, la duplicité du CSFA est de plus en plus évidente, s'il ne répond

pas aux aspirations populaires, il finira comme Moubarak. Félicitations aux militantes et militants du Caire qui ont chassé l'ambassadeur de l'État colonial.

Le viol est un crime !

Dimanche 7 septembre après-midi, un rassemblement contre le viol et les violences a réuni entre 300 et 400 féministes place des Vosges où réside Dominique Strauss-Khan. Péchu et bruyant, au rythme des tambours, il exprimait une vraie rage devant le déferlement de sexisme dont le retour de DSK a été l'occasion.

En France, moins de 10% des viols mènent à une plainte, moins de 3% aboutissent à une poursuite judiciaire et seuls 1 à 2% des viols sont condamnés (Observatoire national de la délinquance). La dé-légitimation de la parole des victimes est une constante et une violence de plus imposée aux femmes. Dans ces conditions, il est indispensable que la mobilisation s'amplifie pour ne pas laisser dire que DSK serait « blanchi » alors même que les poursuites au civil continuent aux États-Unis et qu'il est toujours poursuivi, en France, dans le cadre de l'affaire Tristane Banon. Pour dire aussi notre solidarité avec Nafissatou Diallo et toutes les femmes victimes de viols et de violences et affirmer que le viol est un crime sexiste et qu'il doit être puni.

RV à la prochaine assemblée féministe pour préparer la suite de la mobilisation, lundi 19 septembre (voir p.2).

Troy Davis ne doit pas être exécuté.

L'exécution de Troy Davis a été fixée au 21 septembre en Géorgie (États-Unis). Troy Davis est un des symboles de la lutte contre la peine de mort aux États-Unis. Cet Afro-américain de 42 ans a déjà passé vingt ans dans le couloir de la mort. Il avait été condamné à mort pour le meurtre d'un policier blanc, en 1989, sur un parking. Sa prétendue culpabilité ne reposait que sur le témoignage visuel de neuf personnes. L'arme du crime n'a jamais été retrouvée et il n'existe pas non plus de traces d'ADN.

Une étude de l'organisation Innocence Project a montré qu'une erreur d'identification visuelle avait joué un rôle dans 75% des condamnations contredites par une expertise ADN. « Trente ans de recherches approfondies ont prouvé que l'identification visuelle n'est souvent pas fiable [...] et que l'esprit humain n'est pas comme un enregistreur », selon Innocence Project. Au cours d'une nouvelle audience en 2009, sept des neuf témoins étaient par ailleurs revenus sur leur déclaration. Plusieurs d'entre eux

expliquant que la police les avait persuadé à l'époque d'accuser Troy Davis, qui a toujours clamé son innocence.

Il ne reste plus qu'une possibilité pour que Troy Davis échappe à cette exécution, c'est que la commission des grâces de Géorgie commue sa peine en prison à perpétuité selon Amnesty International. Ce serait évidemment un moindre mal, mais il serait quand même scandaleux de maintenir en prison à vie un innocent.

En 2011, 35 détenus ont déjà été mis à mort aux États-Unis.

Prud'hommes gratuits.

Une pétition pour le maintien de la gratuité des prud'hommes a été lancée. Une loi de juillet 2011 instaure, en effet, une taxe de 35 euros pour toute saisine d'un tribunal, dont les conseils de prud'hommes. Son application prévue au 1^{er} octobre serait un obstacle de plus pour les salariéEs qui veulent s'opposer à leur patron. Infos sur <http://prudhommesgratuits.wordpress.com>

LES PEUPLES Pas la finance



À l'occasion du sommet du G7 finance à Marseille, le collectif « Les peuples d'abord, pas la finance » organisait samedi 10 septembre une journée de mobilisations et d'actions de rue pour dénoncer la privatisation des services publics, la spéculation financière, les paradis fiscaux et l'emprise des marchés financiers par l'intermédiaire des banques dans l'économie. (Photothèque Rouge/Romain Hinguant)

NO COMMENT

En ce moment, je veux dire à quel point nous pouvons être fiers de nos banques françaises.

LAURENCE PARISOT PENDANT L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MEDEF, LE 31 AOÛT.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®